# Compte-rendu

## VENDREDI

**13h30 - 14h :** accueil, présentation du congrès

Philippe Lambersens : Congrès de 3 jours du Réseau SDN pour avoir un temps de débat. Dommage que l'on n'ait pas pu rassembler plus de monde. A voir demain.

Catherine Fumé : Si on a prospecté dans la région Centre pour faire ce congrès, c'est parce qu'il y a des groupes qui ont commencé à travailler ensemble depuis juin 2017 avec des réunions régulières, des actions communes, des échanges d'infos. Peu de régions où la régionalisation a été mise en place donc intéressant de faire le congrès dans le coin. On est à égale distance de Belleville et de Dampierre. Ces deux centrales cumulent toutes les problématiques que l'on retrouve sur l'ensemble du territoire. Grand carénage Dampierre pour qu'elle passe sa VD4 de mai à octobre. Cette centrale a une enceinte fuyarde avec des taux de diffusion de radionucléides importants. Obligé de l'enduire avant chaque VD pour que ça passe. La centrale de Belleville est la seule de France en surveillance renforcée. Toujours pas de condamnation malgré deux plaintes et une citation. Achat de terres par EDF : c'est le nouveau nucléaire qui pointe son nez. Travail de mise en réseau. Projet de piscine centralisée : demande de DAC avant 2020. SDN Berry-Giennois-Puisaye.
Cartes postales avec toutes les centrales de la région.

Philippe Lambersens : Puisque nous sommes en congrès, nous avons constitué un bureau de congrès (article 11.1 du règlement intérieur) composé des membres du CA sortant et des membres de chaque plateforme et bassin de lutte : Philippe Guiter, Benoît de Cornulier, Alain Joffre, Brigitte Alban, Angélique Huguin. Il se réunit en cas de problème. Plusieurs temps lors de son congrès : cet après-midi, ateliers de réflexion collective en deux temps (de 14h à 16h puis de 16h30 à 18h00) sur comment travailler mieux ensemble. Une heure de restitution, facilitée par un cadre fourni pour les rapporteurs. Ce soir, après le repas, présentation des plateformes et des candidats. Demain, AG avec ouverture à 9h donc installation à 8h45. AG de 3h devant se terminer par le vote des plateformes et des administrateurs. Potentiellement changeable : on verra demain. Si on déborde, report au samedi soir. Après-midi : phase d'ouverture avec partenaires, soit sur notre champ de lutte, soit sur nos modes d'actions. Puis apéro/ concert. Ensuite, soit on enchaîne avec la soirée festive, soit on retourne en salle d'AG pour voter les plateformes et le CA. Pour le dimanche, ateliers proposés : mettre des gommettes pour choisir. Atelier libre à proposer mais celui qui propose est celui qui anime ensuite.

Laura Hameaux : Deux temps d'ateliers : le premier sur nos objets de lutte (thématiques portées par le Réseau) et puis sur notre structure et sur comment mieux travailler ensemble. Travail qui appartient au CA en lien avec les groupes : ateliers qui serviront à alimenter ce travail.
1e session sur les objets de notre militantisme :

- 1e atelier : Filière nucléaire. Animé par Philippe Lambersens et Charlotte Mijeon.
- 2e atelier : Nucléaire militaire. Animé par Serge Perrin et Julien Baldassarra.
- 3e atelier : Déchets. Animé par Laure Barthélemy et Angélique Huguin (+ Laura Hameaux en appui).

Pause.
Puis 2e session d'ateliers :

- 1e atelier : Notre socle de valeurs communes. Animé par Angélique Huguin et Laura Hameaux.
- 2e atelier : Quel rapport aux institutions, stratégie de plaidoyer et rapport aux politiques. Animé par Benoît de Cornulier et Charlotte Mijeon.
- 3e atelier : Fonctionnement et démocratie interne au Réseau. Animé par Florian Brunet et Philippe Guiter.

*Décompte à mains levées pour voir la répartition dans la 1e session d'ateliers.*

Répartition en ateliers.
Atelier 1 : salle d'AG / Atelier 2 : réfectoire / Atelier 3 : salle derrière la salle d'accueil.

**14h00 - 16h :** 3 ateliers « techniques » : les objets de notre militantisme

- Filière nucléaire : vieux réacteurs, prolongation, nouveau nucléaire et achats de terre : où en est chaque groupe ? (animé par Charlotte Mijeon + Philippe Lambersens)
- Nucléaire militaire (animé par Julien Baldassarra + Serge Perrin)
- Déchets (animé par Laure Barthélemy + Angélique Huguin + Laura Hameaux en appui)

**16h - 16h30 :** pause

**16h30 - 18h00 :** 3 ateliers « structure du réseau » : comment travailler mieux ensemble ?

- Notre socle de valeurs communes (animé par Angélique Huguin + Laura Hameaux)
- Quel rapport aux institutions (CLI, ASN, CNDP...) + stratégie de plaidoyer et rapport aux politiques ? (animé par Benoît de Cornulier + Charlotte Mijeon)
- Fonctionnement et démocratie interne au Réseau (processus de décisions...) + place des individus et groupes dans le Réseau (animé par Philippe Guiter + Florian Brunet)

**18h30 - 19h30 :** restitution en plénière (après rédaction par rapporteurs)

Atelier 1 : Filière nucléaire

Charlotte Mijeon : Resituer le contexte de l'atelier dans le DOS et partager dernières infos sur l'état des lieux. Etat d'avancement et ce qui risque de nous pendre au nez avec l'EPR et le nouveau nucléaire. On ne sait pas grand chose. EDF qui avance en sous-main. VD4 : on a les échéances mais ne pas les attendre pour se mobiliser car très tard. Point sur ce qui a été fait/va être fait dans les groupes et plus particulièrement à Dampierre, Belleville, Tricastin, Cruas, St Laurent, Bugey. Remise du trophée de la cuve la plus fissurée à Tricastin. Journée de formation sur Cruas. Dampierre : action sur élargissement du PPI. Belleville : actions en lien avec achat de terres / piscine… Bugey : conf de presse sur étude des conséquences d'un accident. St Laurent : autour des achats de terre. Dynamiques variables selon les endroits. Fonctionner en coordination plus large marche bien : avec des groupes pas forcément dans le Réseau, collectifs informels ou ad 'hoc et travailler avec les travailleurs du nucléaire. Projet de livre noir à Cruas avec des envies de faire la même chose à Belleville et à Tricastin. Journée de formation aux élus à Cruas. Travail sur extension des PPI à Belleville. Balise CRIIRAD à Lyon. Envie de travailler sur la santé à St Laurent (mesures faites à Saumur qui montre un taux de tritium élevé : 340 Bq/l).

Philippe Lambersens : Besoins attendus au niveau du Réseau : besoin d'aide pour livres noirs. Vulgarisation. Utiliser extension des PPI pour populariser nos revendications et notamment autour des pastilles d'iode et même chose sur rejets en tritium (thématique santé). En termes de coûts, faire des unités de compte : économies de bout de chandelle d'un côté et parallèle avec ce que coûte le nucléaire (1 hôpital / 1 école…). Collectif qui se crée et qui arrive à retravailler ensemble. Dynamique autour des VD4. Influence d'EDF autour des centrales : pouvoir mettre en exergue ces conflits d'intérêts et comment EDF tente d'influer.

Alain Joffre : Sous-traitance : Ma zone contrôlée qui permet de voir les difficultés que rencontrent les sous-traitants et ce que ça implique. Epuisement de ces agents qui sont corvéables à merci.

Atelier 2 : Nucléaire militaire

Julien Baldassarra : Animation avec Serge Perrin. Atelier en trois temps.
Bilan chiffré de la campagne TIAN. Cf rapport d'activité.
Retour critique sur ce qui a été et moins été sous la forme d'un tableau en points positifs et points négatifs. Peu de points positifs. Au-delà du premier consensus, on s'est vite rendu compte que chaque association partenaire de cette campagne l'ont fait vivre dans leur propre couloir. Forme d'hermétisme. Martial : campagne commune mais peu unitaire. Nombreuses initiatives éclatées avec manque de coordination globale. Autre point négatif : du mal à trouver un terrain d'entente entre les latéralistes et multilatéralistes. Forme de tensions entre ces deux composantes.

Pacte de non agression entre toutes les composantes de la lutte. Campagne prioritaire du Réseau : on ne pouvait pas à la fois communiquer sur les deux positions. Maintenant que ce n'est plus une campagne prioritaire, on peut porter les deux au niveau du Réseau. Points positifs : sur certains stands axés nucléaire militaire ou nucléaire civil, gens enclins à recevoir de l'information l'un sur l'autre. 4 pétitions (ICAN, Réseau + 2 autres). Echec à faire front commun. Pistes d'amélioration : sur le terrain, faire des actions qui feraient la synthèse entre civil et militaire. Exemple des Burelesques de cette année où la thématique du nucléaire militaire a été portée. Jeûne-action au mois d'aout : lien avec l'Atomik tour ? Sur notre communication, on s'est dit qu'il fallait travailler sur des contenus qui mettent en lien les deux de manière plus systématique. Comment mieux imbriquer les deux ? Nucléaire militaire : parent pauvre du Réseau et peut-être même de la lutte anti-nucléaire. Argument financier, argument secret défense et anti démocratique. Danger/ risques. La MAN va lancer une nouvelle campagne. Voir avec Serge Perrin. Le Réseau a évoqué la possibilité de s'investir là-dedans. Continuer à faire vivre la pétition. Thématique TIAN : continuer à informer sur les signataires du TIAN. Essayer de proposer une grande action nationale le jour où le traité entre en œuvre : « la France se met hors du droit international en ne faisant pas partie de ce traité. »
On n'a pas réussi à faire une seule action centralisée pour faire une démonstration de force. Jeûne du 6 au 9 août 2019 à Dijon : on compte sur ce jeûne pour faire une démonstration de force et être nombreux.

Serge Perrin : Des tensions mais à la base, quand il y a des actions, on est quand même assez unis. Dynamiques assez positives localement.

Atelier 3 : Déchets

Laure Barthélemy : On a balayé plus large. Déchets et matières radioactives. Transports, les mines, le combustible, entreposages de déchets partout sans stockage définitif. SDN 41, SDN Touraine, SDN BGP, CACENDR, ADN 19, …
Enjeux : multitudes d'installations qui arrivent à saturation donc projets de nouvelles installations. Déchets / transports. Point sur ce qui a été fait : conférence sur piscine centralisée qui a été un beau succès. Sur débat PNGMDR : Atomik tour et cycle de conférences Grand Est. Pique-nique action le 19 juin. Les étapes de l'Atomik tour et son arrivée à Dijon. Le camp radiactions dans l'Eure. Tournée du pays de Narbonne. Fin de du débat PNGMDR. Week-end antinucléaire féministe en septembre et Vent de Bure. Calendrier commun avec toutes les échéances.
Extraire des thématiques : problématique des sols en partant des mines et lien avec l'agriculture. Sol en tant que bien commun. La pollution des sols, c'est quelque chose qui peut fédérer plus largement. Idem l'eau : avec la question de la pollution. Souci des populations impactées en comprenant l'extraction. Rendre ludique. Emergence d'une conscience déchets mais peut devenir bloquantes quand on est en demande d'une solution. Vision assez technique/technologique. Mais parcellaire. Difficulté à mobiliser car intérêts économiques avec les industriels. Emplois. Difficulté à créer du lien avec les agriculteurs. Besoin d'éducation, revenir à un mode de vie qui valorise plus la sobriété. Vision systémique. Carte sur laquelle on calque produits du terroirs

avec pollutions nucléaires. Scénettes, chansons, pièces de théâtre… Faire visualiser l'accumulation des déchets qui ne cesse de grossir. Mobiliser par bassin versant pour l'eau/ ligne ferroviaire pour les déchets. 1er maillon : Malvési et dernier maillon : Cigéo.

Angélique Huguin : Je vais juste compléter sur un aspect un peu plus politique et un peu moins pragmatique. Le dernier truc était l'idée d'un jumelage entre Bure et Malvési. C'était quand même assez sympa. Mais, effectivement, moi pour faire l'Atomik tour en ce moment et pour avoir rencontré beaucoup de gens et le dernier en date était Kolin Kobayashi avec lequel on a encore une fois diffusé Fukushima, on est quand même tombés d'accord sur cette énième question de « qu'est-ce qu'on fait des déchets ? ». Moi maintenant j'en suis à dire que je ne veux plus répondre à cette question en tant qu'anti-nucléaire. Je trouve que ma responsabilité est de dire et de donner toute mon énergie à comment déjà on arrête d'en produire. C'est vraiment un truc important sur la thématique des déchets. Je pense que c'est trop facile de dire ça « ok d'accord je coche ». D'abord arrêter, et on passe à autre chose. C'est pour ça que l'idée de visibiliser les déchets qui s'accumule avec un compteur, en permanence, qui compterait le nombre de déchets qu'on est en train de produire, compteur à l'infini pour l'instant. C'est un peu cette idée-là, l'idée politique qu'il faudrait que l'on arrive à mettre en œuvre et que l'on dise systématiquement dans nos tracts qui concernent les déchets : c'est d'abord on arrête d'en produire et comment on fait. On se remonte vraiment les manches pour dire comment on arrête de produire de l'énergie nucléaire et donc des déchets et du nucléaire militaire par ailleurs.

Benoît de Cornulier : Le prolongement de cette réflexion était de dire qu'il faut sortir de la pure technicité et comment est-ce qu'on sort des déchets : c'est certainement en gambergeant à ce qu'on a envie de vivre pour ne plus avoir l'envie simplement de produire des déchets.

## 2e session d'ateliers

Atelier 1 : Socle de valeurs communes

Laura Hameaux : On est parti de ce qu'est le Réseau, pourquoi il a été crée il y a plus de 20 ans. Besoin de changer pour s'adapter à la société actuelle. Travail important autour de nos valeurs communes au vu des différentes crises internes. Définir les valeurs et se mettre d'accord sur les termes. Animation en deux étapes. On a demandé à chaque personne d'inscrire sur un papier une valeur qui devait s'appliquer pour le Réseau. Chacun est venu commenter. On a essayé de regrouper par paquet : respect/lutte contre oppression et domination ; solidarité et coopération ; notions plus éparses ; violence et non violence. Débat mouvant autour de la notion de violence et de non violence.

Angélique Huguin : Pas concret et subjectif. Donc pas possible de résumer. Bilan : interprétation propre des valeurs et de leur application. On a pu le voir dans le débat mouvant.

Laura Hameaux : Débat mouvant avec une abscisse et une ordonnée : violent / non violent / je ferais / je ne ferais pas.

Alain Joffre : Pas de valeur violence qui est ressortie. Postulat des animatrices de choisir le débat mouvant autour de ces notions. Pas dans une situation réelle. A froid. Pas le temps de se préparer en amont avant de se retrouver face à des gendarmes. Réflexion à mener qui va à au-delà. Uniquement des situations que l'on a eues dans le débat.

Anne Meyssignac : Comment travailler mieux ensemble, pour faire quoi ? Réussir à fédérer, à se faire entendre, à arrêter. Comment s'y prendre et comment travailler effectivement ensemble. Si valeur démocratie, citoyens avec des noyaux actifs. Ça peut être un réseau citoyens avec des militants des noyaux actifs. Défection citoyenne à la base. Au niveau de la démocratie que le nucléaire s'est mis en place. On a confié à une élite. Notre responsabilité en tant que contribuable : action citoyenne et être citoyen c'est comprendre que pour atteindre le haut, il faut passer par des échelons.

<u>Atelier 2 : Quel rapport aux institutions ?</u>

Charlotte Mijeon : Le but de cet atelier était de pouvoir discuter de questions qui, de manière récurrente, font débat dans le Réseau. Constater s'il y a des consensus, des dissensus, sur quoi ça porte, ce qui serait susceptible de faire évoluer la position des gens… Débat mouvant où le but était d'étudier comment, dans différentes conditions données, on estimait cette situation. Faire si ou ça, dans notre rôle ou pas, quelque chose à y gagner ou pas, avec la possibilité de se situer au centre. Rencontre avec EDF/ASN, répondre aux consultations ASN, rencontre avec candidats à la présidentielle, participer à un débat public… Méthode qui permet à chacun de se positionner, même pour ceux qui n'osent pas exprimer leur avis.
Positions souvent très contrastées. Pas de sujet avec consensus absolu. Diversité des participants. Des majorités se sont cependant dessinées sur certains cas comme rencontrer l'ASN, effectuer du plaidoyer vers les parlementaires dans le cadre de l'évolution d'une loi, ne pas participer au débat organisé par la CPDP. Sur d'autres choses, c'était beaucoup plus contrasté. Des fois un consensus sur la légitimité mais un dissensus sur l'efficacité. Par exemple, participer aux consultations, siéger dans une CLI. Avec différentes choses qui se retrouvaient avec d'un côté, l'idée « on se fait entendre, on diffuse nos arguments, on récupère des infos » et à l'inverse, des fois, est-ce qu'il n'y a pas un risque de récupération, est-ce qu'on ne perd pas plus de temps qu'on ne gagne de choses…
Difficile de faire une synthèse. Bien d'acter les choses où il y a eu une majorité. Diversité au sein du Réseau : savoir travailler ensemble.

Point important : dissociation pour mon asso/pour le Rézo. Chaque groupe est libre de se positionner comme il l'entend.

Atelier 3 : Démocratie interne

Laure Barthélemy : Beaucoup de questions. Redéfinition du projet associatif. Il vaut mieux savoir ce que l'on veut faire avant de choisir une structuration adaptée.
Contexte / objet / problématiques. Post-it pour dire ce qu'on pensait être le contexte, l'objet de l'association et les enjeux. On a ensuite comparé ça aux statuts. Principaux éléments : contexte territorial / acteurs internes et externes / contexte historique. Ça permet de déterminer quels sont les enjeux et ainsi de définir l'objet. Une fois l'objet défini, objectifs à long terme que l'on va décliner en sous-objectifs à plus court terme que l'on va décliner en actions. Aborder brièvement : place des individus sur laquelle il existe une note à ce sujet. Réflexion à poursuivre.
Contexte : 3 niveaux. International (Monde/ Europe), national et local (bassins de lutte / installations).
Acteurs internes : groupes, membres, individus (donateurs / pétitionnaires), CA, salariés.
Acteurs externes : groupes ou associations pas membres, les politiques, les lobbys, les exploitants, les institutions, les individus qui ne sont pas membres, les médias.
Histoire : Plogoff, Malville, Bure, des crises internes, la segmentation des oppositions (stratégie d'EDF de segmenter géographiquement les oppositions).
Objet : Sortir du nucléaire, arrêter le nucléaire, créer une participation citoyenne, promouvoir des alternatives, une fédération, un réseau et aussi informer.
Les bases du Réseau correspondaient globalement au contexte que nous avions faire ressortir par les post-it, ce qui était plutôt rassurant.
Principaux points de débat :

- Articulation/différence/liens entre être membre, adhérent, donateur.
- Constat qu'entre les acteurs internes et externes, la liste est très longue. La question est de savoir si on a une réflexion pour chacun d'eux.
- Fédérer et faire réseau ? Etymologiquement, réseau = mettre en lien et fédérer = emmener vers un but commun.
- Les statuts ne mentionnent pas les signataires, les pétitionnaires. L'individu n'est évoqué qu'en tant que donateur.
- Articulation du Réseau et du groupe local / représentativité des groupes locaux dans le Réseau / le positionnement d'un administrateur du Réseau mais qui est aussi dans son groupe local
- Membre et donateur (c'est revenu beaucoup de fois)
- Essoufflement et manque de dynamisme de la lutte sauf sur certains lieux où il y a des projets.
- Comment ramener des individus qui sont écolos et pour beaucoup anti-nucléaires mais qui sont avant tout contre un système et qui font déjà beaucoup et qui ne viennent pas spécifiquement dans les lieux anti-nucléaires.
- A-t-on vraiment besoin de faire grossir le nombre d'individus ?
- Y a-t-il vraiment une mission politique à l'association ?

Finalement, on serait plus une fédération qui fait réseau. Intégrer l'individu : oui et non et si oui, comment ? La question reste vraiment en suspend. Besoin de remettre à plat l'objet de l'association, de clarifier le pouvoir que l'on donne aux individus, la représentativité au niveau du CA des groupes et des individus (si on décide de leur donner une représentativité). Envie/prudence de séparer le donateur de l'adhérent. Besoin de poursuivre ces réflexions.

Florian Brunet : C'est moi qui animais. Sur la démarche, on s'est arrêté à la moitié pour pouvoir traiter de la question de l'individu. Démarche : on analyse notre contexte pour analyser notre structure. Quasiment arrivé au bout du contexte. J'espère qu'on arrivera au bout de la démarche. Je vais proposer que l'on poursuive là-dessus dimanche matin. L'objectif de l'atelier n'est pas d'arriver à quelque chose de concret là maintenant mais de dégager des pistes pour proposer au prochain CA pour le document d'orientation stratégique. Arriver à une méthodologie qui fasse consensus dans le Réseau pour définir comment on travaille ensemble.

**Présentation de la Marmijotte**

Julien de la Marmijotte : Cuisine associative. Autour de Bure. On existe depuis 2011. On a tous une activité en parallèle. Plaisir/loisir associatif. On s'est fondé autour du festival Michtô à Nancy. Présent sur toutes les actions manifs autour de Bure, NDDL, assemblées des gilets jaunes à Commercy, petits festivals art de rue dans le Grand Est, Burelesques en collaboration avec deux autres cantines. Cantine militante et politique. On fonctionne en prix libre parce que ça permet que tout le monde puisse manger à sa faim sans barrière financière. Essentiellement producteurs locaux avec compléments en biocoop. On évolue et l'ensemble de l'argent est réinvesti dans du matériel. Votre participation financière va nous permettre de continuer à avancer. Four d'une copine qui est venue faire sa première sortie de four aux Burelesques il y a deux ans. Elle fournit le pain, fait des brioches pour demain. Enormément sur la route. Dijon au niveau des Lentillères.
J'ai été permanent à la Maison. Chouette d'avoir intégrer la cantine pour cette année. Tout son sens d'être là.

**21h00-23h00 :** présentation des plateformes et candidats

Philippe Lambersens : On part sur une séquence de deux heures. Rappel du pourquoi on procède de la sorte. Une présentation des plateformes et bassins de lutte. Puis questions. A mains levées ce soir mais pour demain, pensez à vos cartons.
Demain, on se retrouve pour la partie AG à partir de 9h ici. Vote sur la modification de l'ODJ en fonction du timing. Présentation des participants. Présentation rapport moral et d'activités, vote, présentation du rapport financier et 6 votes, expression des salariés, modifications du RI, élections du CA (sauf report au soir). Après-midi : séquence d'ouverture à des partenaires avec des tables rondes sur le thème énergie électricité et climat et engagement et modes d'action. 19H : apéro/concert. 20H30 : soit on poursuit la fête, soit on vote.

Rappel de l'esprit de la modification des statuts : suite au congrès de 2016, même avant, nécessité que le CA ne soit pas constitué d'une addition de personnes et que l'activité du Réseau ne soit pas un empilement de motions que l'on n'arrive pas à faire. Administrateurs élus sur des plateformes d'orientation et bassins de lutte avec des gens qui ont l'habitude de travailler ensemble. Avoir une habitude de savoir travailler ensemble et avoir réfléchi ensemble avant d'être administrateur. C'est pour cela que l'on a demandé que les candidats se présentent autour d'une plateforme ou sur un bassin de lutte.

Marie Frachisse : Petite modification par rapport à la façon dont se déroulent les élections du CA habituellement au Réseau. Le vote va se dérouler en deux temps : avec un premier temps, où l'on va voter sur les plateformes à cartons levés et en fonction de la plateforme qui sera majoritaire celle-ci va donner une orientation pour le CA qui sera élu ensuite. Et puis on passera à l'habituelle élection du CA à bulletin secret avec le seuil d'élection à 40% qui est prévu par l'article 13.4 de notre règlement intérieur. Je donnerai les modalités plus précises du déroulement du scrutin au moment de l'élection à bulletin secret.

- **Plateforme « Vive l'action non violente pour sortir du nucléaire et de son monde »**

Alain Joffre : CANVA c'est anciennement la coordination des actions non violentes de l'Arche qui s'est autonomisée en devenant l'association construire et alerter par la non violence active. En reprenant le sigle, on peut dire que c'est la CANVA, l'association CANVA, que nous représentons et qui a toujours été engagée dans le Réseau SDN, dont le siège est à St Antoine d'Abbaye dans l'Isère et qui regroupe les membres qui veulent s'engager pour la non violence active, à la fois dans l'Arche mais ouvert aussi à ceux qui ne sont pas dans l'Arche. On va faire ça en trois temps : je commence, ensuite Agnès poursuit et je reprends. Moi je suis Alain Joffre. J'ai une petite introduction sur cette plateforme qui est intitulée « Vive l'action non violente pour sortir du nucléaire et de son monde » avec le sous-titre « coopération, cohérence et non violence ».
« Il faut se battre contre le nucléaire. C'est le problème le plus important du siècle. Le reste n'est qu'un détail. Nous sommes devant la mort de la civilisation. » a dit Lansa Iosto à Malville en juillet 1976. C'est pourquoi nous sommes rebelles à cette énergie mortifère, qu'elle soit civile ou militaire, car la seule différence entre ces deux formes est dans le fait que nous connaissons déjà exactement les 58 lieux où cette bombe civile pourrait exploser en France, comme cela s'est déjà déroulé en Ukraine à Tchernobyl, à Fukushima au Japon, ou Three Mile Island aux USA. Notre lutte est longue. Pourtant, la fin de cette énergie est proche, tellement son agonie sur tous les plans se précise de plus en plus. Même les capitalistes les plus censés ne devraient plus miser un dollar sur une telle entreprise qui démontre, chaque jour, son impasse financière et technologique, malgré ses soutiens scientistes et politiciens. Aussi, notre rôle est de faire basculer les décideurs vers l'abandon de cette énergie dépassée, alors que nous avons maintenant des moyens bien plus simples et bien moins dangereux pour produire et distribuer de l'électricité à tous les foyers du

monde entier. Le Réseau SDN est un acteur important pour regrouper les millions de français conscients de cette impasse énergétique. Pour avoir un tel poids dans l'opinion publique, les décideurs ne pourraient que nous suivre et s'engager, comme l'ont fait d'autres pays voisins, dans l'abandon de cette énergie mortifère. Notre plateforme souhaite apporter sa modeste pierre dans ce combat en choisissant la non violence active, dans tous ses aspects, pour informer, former, populariser et agir collectivement face aux derniers pronucléaires existants encore dans notre pays.

Agnès Le Coutour : Je vais insister sur la cohérence entre la non violence et notre lutte anti-nucléaire. Parce que c'est bien pour faire la bombe atomique que la France a lié son économie au nucléaire. L'armée a d'abord fabriqué la bombe atomique en secret. Elle a ensuite obligé le pouvoir politique à faire du nucléaire civil pour pouvoir avoir les moyens de se lancer dans la course aux armements à côté des USA et de l'URSS. Donc c'est bien pour faire la bombe que nous sommes dans le nucléaire. C'est cette folie là qu'il faut combattre. Il y a une cohérence entre la non violence et la lutte anti-nucléaire car pour être cohérent, il nous faut développer la non violence en tant qu'anti-nucléaire. Il faut trouver un autre moyen que les armes et le mensonge pour régler nos conflits. C'est pour ça que la non violence est obligatoirement à utiliser par le Réseau.

Alain Joffre : Je voudrais poursuivre par quelques propositions que nous faisons avec notre plateforme, notamment : nous avons besoin de nous doter d'un plan de formation générale à des pratiques non violentes ouvertes à toutes et à tous, pour faire nombre et faire coopérer le plus grand nombre possible afin de réussir cette transition nécessaire et indispensable pour passer de l'ère atomique à une nouvelle ère plus sereine pour tous les habitant.e.s de notre planète. Nous proposons d'organiser des journées de conférences nationales et locales pour mutualiser les expériences et les actions des groupes et mouvements en lutte, soutenir les délégués associatifs et municipaux, engagés comme experts citoyens dans les CLI des sites nucléaires, préparer des plans de reconversion écologique et sociale de ces sites en liaison étroite avec les associations, syndicats des travailleurs du nucléaire, les élus locaux, les acteurs associatifs de la transition énergétique et faire connaître le traité TIAN d'interdiction des armes nucléaires pour que la France le ratifie. Nous sommes prêts à poursuivre un certain nombre de choses qui sont déjà inscrites dans le Réseau et à œuvrer dans ce sens avec tous les camarades des autres plateformes qui sont prêts à nous suivre dans nos convictions pour la non violence active.

Alain Joffre : Alain Joffre. J'habite les Cévennes ardéchoises. Engagé depuis longtemps dans la lutte pour sortir du nucléaire. Membre de SDN Sud Ardèche. Création suite à chaîne humaine en 2013. Travail de surveillance citoyenne sur Cruas, Tricastin et Marcoule. Délégué à la CLI de Cruas. J'y dénonce les nombreux dysfonctionnements. Gestion des déchets, fuite de tritium, pollution aux hydrocarbures, rejet d'acide sulfurique. Directeur ASN qui a écrit dans son rapport que c'était un mauvais alignement des planètes. Heureusement, le nouveau directeur de Cruas arrivé en septembre nous a dit que c'était inadmissible et que ça ne se

reproduirait plus. Nous attendons de voir ce que vont donner les procès sur la fuite de tritium et la pollution aux hydrocarbures. Nous envisageons une journée de contre-information des membres associatifs et municipaux de la CLI avec des camarades de la CRIIRAD, qui sont sortis de la CLI et de ma Ma Zone Contrôlée, qui regroupe les travailleurs sous-traitants de l'industrie nucléaire, et notamment avec Gilles Reynaud qui travaille à Orano et qui a été saqué avec 5 jours de mise à pieds. Collectif Stop Tricastin : pas membre du Réseau mais qui fait œuvre fédérative autour du Tricastin. Le réacteur 1 qui est l'un des plus dangereux. Membre du CA suppléant pendant 2 ans puis après le congrès, comme titulaire pendant 2 ans puis j'ai arrêté l'année dernière parce que mon mandat se terminait, après différentes péripéties. Après une année de retrait, je suis volontaire pour reprendre un mandat autour de cette plate-forme.

Agnès Le Coutour : Je fais partie de la CANVA et de NaH-Hague. Jeûne que nous avons commencé en 2006 dans La Hague et dans les jeûnes du 6 au 9 août pour se souvenir des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki. Nous l'avons intitulé « Nagasaki Hiroshima Flamanville, c'est nos villes » pour lier le militaire et le civil. Nous devions le faire à Sénoville. C'est pour ça qua nous avons ajouté « c'est nos villes », pour dire que ce sont nos villes. Ça veut dire que depuis que le nucléaire existe, notre monde est unifié. Si une bombe éclate quelque part, tout le monde va en profiter. S'il y a un accident comme à Tchernobyl ou à Fukushima, nous en avons tous profité aussi. Ce jeûne qu'on a contracté en NaH-Hague, on a mis Nagasaki avant Hiroshima pour dire que les deux bombes larguées sur le Japon étaient faites surtout pour faire des tests : une était au plutonium et l'autre à l'uranium. Ce n'est pas pour ça que le Japon a abdiqué. Il a abdiqué parce que l'Union soviétique est entrée en guerre. Nous avons mis Nagasaki en premier pour dire que l'hypocrisie des alliés est à dénoncer et que la guerre va avec le mensonge et que le nucléaire va avec le mensonge aussi. Lutter contre le mensonge, c'est notre première tâche.

- **Plateforme « Pour un réseau de luttes »**

Philippe Guiter : Je vais présenter cette plateforme « Pour un réseau de luttes » accompagné de Brigitte et de Bernard, qui se présentent au nom de cette plateforme avec tous les autres signataires. Vous verrez qu'il y a beaucoup d'ex administrateurs. Ils portent cette plateforme pour les trois ans qui viennent. Ce qui a motivé l'écriture d'une plateforme pour ce congrès-là, c'est le bilan de ce qui a été fait pour le Réseau. Moi mon mandat s'arrête. 6 ans de mandat. Il faut savoir passer la main. Personne n'est irremplaçable. Travail de réforme du Réseau qui a été engagé depuis plus de 5 ans. Congrès de 2016 qui a entraîné le départ de certains groupes. Ceux qui sont là sont convaincus, je suppose, qu'il est nécessaire de conserver un Réseau efficient et efficace avec ses salariés. On vient de passer 5-6 ans et les trois dernières années ont été difficiles. On avait l'idée que les salariés restent, puissent travailler dans de bonnes conditions et que le Réseau représente une bonne partie des forces anti-nucléaires en France. Donner au Réseau le moyen d'être efficace. Plateforme majoritaire en 2016. Ecriture du DOS : empilement de motions terminé. Programme sur 3 ans. Année civile en financier. Départ de Philippe Brousse et le règlement

définitif de toutes nos procédures aux prud'hommes. Epreuve difficile qui nous a éloigné. Les gens qui nous rejoignent aujourd'hui apportent du sang neuf. Principe intangible de la lutte non-violente. Avec le bémol que quand il y a de la violence d'Etat, il faut soutenir les gens qui en sont victimes. Tous les mouvements sociaux en France en sont victimes. On se pose beaucoup de questions. Situation des salariés et situation financière stabilisées. On attend de ce congrès des orientations. Preuve que le Réseau va bien quand on peut se parler sans s'écharper. Est-ce que le Réseau va bien ? Question que le prochain CA va devoir se poser. Réunification du Réseau : idée que j'avais mais je crois que j'étais le seul à l'avoir. Mais par contre, on peut tout de même chercher à fédérer les forces anti-nucléaires. Objectif : que les groupes reprennent du poil de la bête, puissent faire les actions qu'ils veulent et que le Réseau mettent en oeuvre tout ce qui peut être appui aux groupes. On va essayer de s'impliquer dans tous les festivals. Il faut qu'on soit dans les villages associatifs. Orientations qui vont nous permettre de toucher un public que l'on ne touche pas aujourd'hui. D'où la question de la place des individus. Dépasser les clivages sur le sujet. Démocratie horizontale est un grand mot mais consultation des groupes nous semble un moyen assez efficace. On a le nez dedans. On perd rapidement le lien avec le terrain. Pour que les élus au CA gardent le contact, la consultation régulière est un moyen pour faire participer les groupes. Je vais insister lourdement sur la nécessité d'avoir un outil comme le Réseau : tout ce qu'on a fait l'a été uniquement dans l'intérêt de la lutte antinucléaire.

Brigitte Alban : Brigitte, Lyon, Rhône-Alpes sans nucléaire et coordination Stop Bugey. Réflexion sur la gouvernance à poursuivre et la mise en place d'un conseil scientifique. Réflexion à construire sur les 3 années à venir. Avec Bernard Laponche. Administratrice depuis 2 ans. Je m'occupais plus particulièrement de la partie RH et des finances. Je repars pleine d'espoir car je trouve que l'équipe salariée est en pleine forme.

Bernard Cottier : SDN 49. Réseau important pour soutenir les groupes. On apprécie d'avoir une aide et une assistance des salariés. Ça nous a permis d'aider à la création de Loire et Vienne. Réseau de prélèvements. On met en évidence des pollutions qu'on nous cache. Même une centrale en fonctionnement normal pollue. Le fait d'appartenir au Réseau, pour moi, c'est essentiel quand je communique avec des militants étrangers. Important de dire qu'en France, qui est très nucléarisée, la réalité est tout autre. Ça assoit de pouvoir parler au nom d'un certain nombre de groupes. Ces forums mondiaux vont continuer et je continuerai à m'y impliquer. Je suis administrateur depuis le congrès d'Angers comme suppléant de Philippe Guiter. Et là, je me présente comme titulaire. Suppléante : Françoise Schmit.

Françoise Schmit : Adhérente depuis une dizaine d'années à SDN49. Plus particulièrement sur la santé et tous les mensonges qu'on nous vend au Ministère de la Santé. De vraies usines à gaz. Il faut beaucoup de monde pour essayer de leur faire dire que l'on ne va pas dans le bon sens en allant dans tout ça. Je m'occupe beaucoup de santé.

Serge Perrin : Je suis de Lyon. Suppléant de Brigitte. Elu l'année dernière comme suppléant de Philippe Lambersens. Je fais partie du MAN. 5 groupes du MAN adhérents au Réseau. Comme local du siège, j'essaie d'apporter ma contribution. Soutien du MAN national à la plateforme CANVA et moi je suis candidat sur une autre plateforme mais on a des points de convergence et je suis à l'aise avec ça.

- **Plateforme « Pour un réseau ouvert »**

Benoît de Cornulier : Ma suppléante n'a pas pu être présente. Ce qui est porté dans cette plateforme s'avère plus complexe que tranché. Je soutiendrai assez ce qu'a dit Philippe Guiter sur toute l'évolution qui s'est fait depuis 3 ans, à cela près que dans le CA, c'est ce qui justifie que j'ai travaillé sur une autre plateforme que les sortants car je pense que l'expérience que j'ai montre qu'il y a une volonté d'évolution mais que le CA s'est beaucoup trop impliqué sur l'urgence et les symptômes et sur trouver des remèdes à ça. Je pense que c'était une erreur. J'ai plaidé beaucoup pour la pluralité des expressions. Si je ne me retrouve pas dans la plateforme précédente, ce n'est pas un hasard mais parce que, au-delà des déclarations d'intentions, je n'ai pas vu une volonté réelle et concrète d'écoute des autres. Qu'est-ce qu'on veut réellement ? Est-ce qu'on veut réellement travailler en réseau ? Je ne l'ai pas vu. Peu nombreux. Réseau : il n'y en a pas deux, il a une audience et j'y tiens beaucoup. Je vais revenir sur le passé. Il y a eu une manière de gérer le Réseau avec politique du fait accompli. On bourrait les ODJ de tas de choses et quand on a 36000 choses à gérer en même temps, on en gère aucune. Cette terre là a tourné. Mais on est toujours dans les faits, dans la réparation, dans les symptômes. Je plaide beaucoup pour qu'on engage des réflexions très profondes, tant pis si elles durent longtemps et si ça remet en question des décisions qui ont été prises, à condition que pas philosophiquement contraire à ce qu'on avait décidé. On gagne alors du temps à deux niveaux : on se comprend et on a confiance les uns envers les autres. Confiance difficile à prouver. Dans ce Réseau, on a du mal à travailler de façon ouverte. Pressés par les faits, on voit la tension entre la gouvernance d'un CA complètement co-responsable, co-gestionnaire, avec un comité de gestion (bureau exécutif). Moi la cuisine elle m'intéresse pas. Si on va au fond des problèmes, on va plus vite à les résoudre. Les constats de déchirements que l'on a vus dans ce Réseau sont ahurissants. Guerres par obus interposés : entre rires et pleurés. Moi je suis un immédiatiste. Et pourtant, pas de solution technique à donner à ça. Moi je ne sais pas. Je voudrais que quelqu'un puisse me dire ça. Je ne connais plus de famille qui n'ont pas de problème thyroïdien. Comment dire qu'on peut reporter ? Moi je dis qu'il faut être extrêmement radical. On ne peut pas le trancher : certains vont être très efficaces à discuter dans les institutions. Moi je comprends à merveille : on négocie pas avec une adversaire qui vous balance des balles LBD dans la figure. Comment atteindre objectif d'un réseau ouvert : toute l'expertise fabuleuse des anti-nucléaires. Ils sont beaucoup plus empêtrés dans leurs propres problèmes. On est des fourmis en face d'un monstre. Donc techniquement pas efficace. Tout le monde peut répondre par la technique. Je pense que le point commun entre nous tous, c'est un partage de valeurs. Je pense que c'est sur ça que l'on peut s'accorder. Respecter l'avis, l'expression. On peut être que dans une lutte qui s'appuie sur nos valeurs

personnelles et qui s'appuient sur les traités internationaux. Les gens signent quand ils se sont sentis obligés de signer. Normes. Etats voyous. Des perspectives du côté de la société civile : initiative du côté de Greta Thunberg. Slogans colorés. Beau mouvement de jeunes : ils ne laissent plus rien passer. Soulèvement des gilets jaunes : pluriel. Lutte forte, radicale. Ça fait peur. Effet levier avec des mouvements de ce type-là et on approche d'une masse critique.
Suppléante : a participé à des discussions sur la politique interne du Réseau. A été choquée. Dans les deux mouvements : SDN et Stop bure 41.

- **Bassin de lutte « Grand Est »**

Anthony Buffet : On représente le bassin Grand Est. Pourquoi avoir choisi le bassin ? On s'est rencontrés sur le terrain à Bure. On souhaite porter des candidatures et une pensée orientée sur le terrain. Trois sur quatre : visages nouveaux dans la lutte anti-nucléaire. On n'est pas plombés par un historique. On a la frivolité de passer au-delà de ça et la naïveté de proposer des choses. Chance de participer à l'Atomik tour et de rencontrer des personnes très diverses. Choses plurielles et diversifiées. Dans les collectifs de soutien à Bure, c'est très jeune. Moi j'ai pas l'impression que c'est une lutte qui est âgée dans notre environnement immédiat. Nous on souhaite s'autoréguler. On ne veut pas rechercher une croissance permanente dans nos luttes. Ce qui nous intéresse dans le Réseau, c'est d'avoir un outil utile et efficace et que chaque groupe puisse s'en saisir facilement. Bassin = part du bas vers le Réseau.
Moi je m'appelle Anthony. Lutte anti-nucléaire s'inscrit dans d'autres luttes. C'est une lutte sociale. Pas une lutte de danger et d'urgence. Moi je pense quel est l'impact sur notre façon de vivre localement et comment le nucléaire vient s'imposer dans nos relations à nous. Dans une société nucléaire, il est impossible de s'organiser. Fonctionnement en boîte noire. Faire des ponts. J'aime parler avec des gens qui ont des avis différents. Mon quotidien se passe dans des milieux très différents du milieu du Réseau. Institutions n'ont pas vraiment bonne presse. Amener un peu plus de lutte sociale dans le Réseau.

Guy Jeannesson : Moi je suis à la retraite depuis 3 ans. Je suis content car depuis, j'ai pu enfin m'engager. Générations précédentes m'ont appris beaucoup de choses. Je vois ma vie comme étant un transmetteur. Protéger notre écosystème fait partie de mes engagements. Candidat aux dernières législatives. Collectif Stop Cigéo. Nucléarisation juridique. Vigilants de Void. Conférence sur 7 villes avec une autre camarade de lutte. Atomik tour : les camarades avec qui ont fait le trajet. Solidarité. Gens que l'on rencontre. Membre actif de Là qu'on vive. Pour faire du social. Les gens viennent habiter à Commercy pour tout ce qui s'y passe. Gilet jaune de la première heure. Vidéo que j'ai pu voir sur internet. J'ai réussi à créer autour de moi un climat de confiance. Pour ma candidature, nous espérons créer un lien entre les différents groupes anti-nucléaires. Je suis mandaté par le CEDRA.

Alexie Christelle : moi c'est Alexie. J'ai fait partie de la collégiale de BZL en 2018. Je fais partie de la coordination Stop Cigéo. Et également des gilets jaunes de

Commercy. J'ai été en service civique pour MIRABEL, ce qui nous a permis avec le CEDRA d'organiser un cycle de conférences dans le Grand Est sur les questions que posent le nucléaire et le projet Cigéo, de décembre 2018 à avril 2019. Tout comme Anthony, je suis convaincue que pour que les gens s'emparent de la question du nucléaire, il faut parvenir à leur faire comprendre en quoi, concrètement, le nucléaire impact directement leur vie, là maintenant, ou pourrait directement les impacter. Pour moi, tout l'enjeu de notre combat pour l'année à venir se situe ici : quelles portes d'entrée faut-il franchir pour parvenir à toucher les gens. C'est ce que nous avons essayé de faire avec le cycle, en abordant d'autres problématiques que les problématiques exclusivement scientifiques, comme celle du travail, la question de la mémoire des déchets, l'achat des terres et des consciences dans le cadre du projet Cigéo, la question des transports... Et cela a plutôt bien marché.

Angélique Huguin : Je suis administratrice depuis 1 an. J'avais dit que j'avais l'impression de sortir d'un trou sans savoir où j'atterrissais. J'oscille. Je suis pleine d'incertitudes. Avec l'Atomik tour, paysage de la lutte anti-nucléaire. Boule d'énergie dans l'équipe salariée. Besoin de faire le tri et envie de partager et d'en faire quelque chose avec les gens qui se présentent avec moi, mais aussi avec tous ceux qui se présentent. Pas atteinte par le défaitisme. Je vous invite à lire ma candidature. En tant que bassin de lutte, on propose de soutenir la plateforme « Pour un réseau de lutte » avec un clin d'oeil particulier à la plateforme « Pour un réseau ouvert ».

- **Questions**

Anne Meyssignac : Pourquoi avoir choisi le terme de plateforme et pas de stratégie ? Où faudrait-il faut porter nos efforts ?

Philippe Guiter : On a décidé de s'organiser différemment parce que maintenant il y a un DOS qui évolue à chaque AG. Stratégie faite tous ensemble et sur plusieurs années. Certains se sont présentés au CA et ont roulé pour eux. Quand on vient dans un CA d'une organisation nationale, avec des salariés, on devient employeur. Il faut faire fonctionner le bazar. Et on entre dans une nouvelle ère. Si tout se passe bien, vous allez pouvoir discuter stratégie, d'horizontalité. Alors que nous on n'a pas pu se poser là-dessus.

Catherine Quentier : Question à Benoît quand il dit que les traités internationaux ont l'air de nous faciliter les choses : pour le militaire ou le civil ?

Benoît de Cornulier : Sur les deux. Droit à la santé et le droit à la citoyenneté. Une installation nucléaire de base (INB) sujette à une déclaration d'utilité publique. Avantages supérieurs aux inconvénients. Or, quel politique serait capable de dire, en face de celui qui va être victime d'une INB, ton radiateur électrique vaut plus cher que la santé d'un tel ou un tel. On n'est pas consulté. Dans le préambule de la Constitution, il est dit le droit de s'exprimer.

Alain Joffre : En 2016, on n'avait pas validé le congrès dans les statuts. On l'a fait l'année d'après et j'ai beaucoup travaillé sur les statuts. Orientation politique et équipe durable sur trois ans. Pas totalement réussi. Parce que pas beaucoup de monde à ce congrès. Occasion de réunifier ceux qui sont partis. Nouvelle équipe. Plusieurs élus de différentes plateformes puissent travailler ensemble : nous y sommes favorables.

Angélique Huguin : Possibilité de discussion.

Anne Meyssignac : Je ne suis pas sure de valider cette stratégie. Il n'y a plus le temps de tergiverser. Mettre en place une stratégie un peu militaire face à un ennemi qui est con et méchant.

## SAMEDI

### Assemblée générale

**Animation :** Erwan Lecoeur

**8h45 :** arrivée et installation des participants

**9h :** ouverture de l'Assemblée Générale et mot d'accueil

Catherine Fumé : Philippe Lambersens et moi, administrateurs sortants qui allons animer cette matinée. Dans le CA sortant, région centre bien représentée. Coordination régionale qui fonctionne plutôt bien avec une dizaine de groupes. Chinon, Civaux, Dampierre, Belleville… Le groupe vous accueillera plus précisément ce soir. On milite plus spécifiquement sur Belleville et Dampierre. Vous êtes juste entre les deux.

Philippe Lambersens : Après la première journée de congrès, AG traditionnelle qui a pour objet d'approuver l'activité écoulée. Rapport moral et rapport d'activités. Rapport financier et RH. On votera sur ces rapports. Modifications très formelles du règlement intérieur. Puis élections du CA. Timing serré. Utile d'avoir un animateur extérieur pour nous aider à tenir le timing pour respecter le droit et le temps de parole pour avoir une AG apaisée. Erwan Lecoeur qui a l'habitude de ce genre d'exercice.

Erwan Lecoeur : Je vais animer la matinée. Je suis sociologue de formation. L'habitude de gérer des groupes qualitatifs. Depuis une vingtaine d'années, habitude de la gestion de groupes. Faire en sorte que la parole puisse circuler. Rôle de répartition de la parole. Le tempo : tenir le planning. Présentation des différentes personnes : le but du jeu sera que à 12:20 nous prenions la décision si nous faisons les élections à ce moment-là ou report au soir. Le repas sera à 13h. 12h20 : mot de

clôture. Micro = bâton de parole. On ne parle pas quand quelqu'un d'autre parle. Ce qui passe dans le micro sera enregistré. Le reste ne passera pas. Présentation simple et efficace, en quelques secondes chrono.

**9h15 :** présentation des participants

Marie Frachisse : Petit rappel des règles pour l'adoption des votes. Pour qu'une proposition soit adoptée, il faut que deux conditions cumulatives soient remplies : nombre de POUR supérieur à 50% du nombre de votes exprimés et que le nombre de POUR supérieur à 45% du nombre de votants. Si l'une de ces conditions n'est pas remplie, la proposition est rejetée. Pour voter, les votants ont un carton marqué avec un V. Les personnes qui ont un pouvoir ont un carton marqué avec un P. Vous pouvez parfois avoir les deux. A chaque fois, va être demandé le nombre de POUR, le nombre de CONTRE et le nombre d'ABSTENTION. Et à chaque fois, merci de bien garder vos cartons levés jusqu'à ce que le décompte des votes ait été annoncé pour permettre aux personnes qui font le décompte des voix d'arriver à bien tout prendre en compte.

Erwan Lecoeur : Je récapitule. Vous avez un droit de parole. Vous levez votre panneau avec votre numéro de cette façon on sait que c'est à vous de parler lors du prochain tour de parole et on vous prend en note au fur et à mesure. Comme ça, on sait qui va parler. Quand vous votez par contre, vous prenez l'autre, celui avec un V pour ceux qui en ont. Avec un numéro. Si vous avez un pouvoir, vous votez avec votre pouvoir. Corum pour qu'une décision soit validée : 50% du nombre de votes exprimés et 45% du nombre de votants. Le nombre de votants étant le nombre de personnes présentes pour voter + pouvoirs, soit aujourd'hui, 43 votants.

Philippe Guiter : Moi je suis président du bureau du congrès.

**9h45 :** rapport moral

Philippe Lambersens : Il sera question d'âge, de vieillesse, de renaissance.
Sur la situation du nucléaire, colosse aux pieds d'argile. Ces fissures s'agrandissent au propre ou au figuré. Nouvelle génération (EPR, RNR, ITER) ne paraît pas encore tenir les espoirs du lobby. Renaissance se fait aux forceps. Le nucléaire militaire est encore fort. Nombre d'antinucléaires n'ont plus 20 ans et le mouvement demande à être renouvelé. Dissolution du CRILAN est un signe qui nous attriste, comme dissolution d'ADN 73 en Savoie. Malgré les divisions, groupes dans et hors réseau sont parvenus à travailler ensemble sur des enjeux majeurs : Forum social mondial de Paris, rencontres de Narbonne, manifestations à Flamanville, sur Bure, au Tricastin, sur le Bugey, dans la Loire aussi. Rajeunissement des militants se fait sentir : mobilisations sur le climat, comités de soutien Bure. Formes d'actions rajeunissent aussi : action de désobéissance civile avec occupation d'EDF ou occupation du Bois Lejus à Bure. Atomik tour soutenu par le Rézo : ouverture vers d'autres mouvements citoyens. Réseau a eu 20 ans mais pas de fête d'anniversaire car objectif pas atteint. Une cinquantaine d'adhérents perdus. 150. AG de Lyon :

agitée sur licenciement de Philippe Brousse et sur le DLA. CA trop occupé sur les modifications de sa gouvernance en cours et pas sur régionalisation et organisation en bassins de lutte. Processus lent et à amplifier. Début d'une stratégie de projet associatif. DOS et plan d'action déclinés par des campagnes annuelles. Le CA sortant ne laissera pas en héritage deux conflits salariaux : recours de l'ancien responsable financier et ancien coordinateur. Trois postes importants ont été renouvelés : Florian Brunet en tant que responsable administratif, financier et levée de fonds ; Anne-Lise Devaux, en tant que chargée de communication auprès du grand public et de la recherche de fonds ; Julien Baldassarra, en tant que chargé de la dynamique associative et des mobilisations. L'équipe salariée avait besoin d'être rassurée. Florian, embauché sans tuilage, et Laura forment un binôme de coordination qui fonctionne bien. Place de la SCIN et pérennisation du poste de Laure. Place de l'action juridique : 8 victoires. Communication. Evolution du site à développer pour la rendre plus dynamique et plus lisible. Prélèvement à la source a réduit le flux pour toutes les associations. Place des donateurs. Celle des individus. Le CA a beaucoup bougé en trois ans. Sur les 18 personnes élues, 7 sont encore actives. Tensions entre administrateurs ont découragé certains. Place du suppléant. Certains administrateurs peu présents. Pas aisé pour des personnes avec des régions différentes et des expériences différentes de travailler ensemble. Comité de gestion est l'interlocuteur privilégié du binôme de coordination. Articulation difficile CG/CA. Réflexion sur présidence collégiale. Bureau président ou bureau collégial. Comment marquer des points ? Quel angle d'attaque prioritaire ? Question de la prolongation des vieux réacteurs. Quel socle de valeurs fondamentales. Dans une période de grand débat, comment participer ou pas ? Comment mieux faire réseau ? Soutien aux groupes. Mutualiser d'avantages nos outils. Pas chercher à représenter tout le monde. Action commune pour créer un écosystème associatif. Agréer les compétences. Comité scientifique de la SCIN. Comités thématiques pour les dossiers de la revue. Consacrer plus de temps à débattre les grandes orientations stratégiques avec autonomie des comités pour éviter les remises en cause perpétuelles. Gestion efficace avec un CG reconnu par le CA. Débattre de la collégialité. Mieux s'entendre sur la structure associative. Le Réseau SDN doit se renforcer en interne. Il faut une évolution de notre mouvement anti-nucléaire en conservant les outils du Réseau. Sachons faire réseau en développant notre intelligence collective dans une organisation renouvelée. Comme le rapport moral est ici présenté par le plus vieux, j'appelle que le prochain soit présenté par le/la plus jeune.

**10h05 :** rapport d'activité

Laura Hameaux : Présentation de l'activité 2018. Le Réseau est une association fédération indépendante et citoyenne. Missions : on en a plein mais surtout sensibiliser, informer, aider, coordonner, amplifier, faire condamner.

Julien Baldassarra : Campagne et mobilisations de 2018. Campagne sur le TIAN avec plusieurs partenaires. Voir chiffres sur rapport. Pétition avec 15 000 personnes.

Infographie : issue de la brochure papier bien distribuée. Forum sur réseaux sociaux qui a bien tourné. PDV boutique, brochures, cartes postales, autocollants, tee shirts. Sur le terrain, action flash physique et sur le web. Jeûne action. Jeûne NaH-Hague. Grosse action à Paris. Camp d'été international à Narbonne avec action sur la plage. Action flash sur le web 24 heures chrono. Présence du MAN au forum pour la paix à Paris. Lutte contre Cigéo et contre la nucléarisation du Grand Est. Rassemblement pour procès du mur. Rassemblements avec soutien aux expulsés. Nouvelle vague de mobilisations suite à d'autres perquisitions. Bals des malfaiteurs. Travail d'enquête et d'information. Et travail juridique avec appui de la juriste du Réseau. Atomik tour et cycle de conférences.

Laura Hameaux : sur l'EPR, fiasco industriel continue. Information et recours juridiques. Soudures défectueuses. Recours en commun avec Greenpeace. Dossier de la cuve : défauts et malfaçons. Recours avec associations locales dans et hors réseau. Sur les actions juridiques, on essaie de déposer des recours communs avec des associations nationales et avec des associations locales dans et hors Réseau. Travailler avec un maximum d'acteurs locaux.
Sur les vieux réacteurs, lien avec politique énergétique, calendriers qui se croisent mais incohérents. Pas toujours évident d'avoir des prises. Début 2018, rencontre formation à Montreuil. Session de formations et sessions de construction d'actions communes. Perspectives des VD4 : dénonciation des concertations bidons des 900 MW qui entrent en VD4. Dépôt de plainte sur une fuite de tritium au Bugey. Stratégie juridique offensive en épinglant les exploitants dès qu'il y a un problème.

Julien Baldassarra : nucléaire et climat : investir les mobilisations climat. Nucléaire présenté comme une énergie propre. Jury de déontologie publicitaire qui avait épinglé EDF. Sur le terrain, les groupes locaux ont fait le max pour être présents. De plus en plus visible dans les marches climat mais on reste conscients qu'il y a un très gros travail à faire. Présence des anti-nucléaires ne va pas de soi. Lutter contre le nucléaire : peste ou choléra. Gros travail sur le terrain et dans nos supports de communication pour expliquer en quoi le nucléaire ne sauvera pas le climat. Rassemblement pour l'anniversaire de Fukushima. Succès car aider par la présence de la France Insoumise avec sa votation. Tournée de Naoto Kan en France. Conférence sur les déchets nucléaires. Stop Bugey : action contre la centrale avec présence du maire de Grenoble. La Grande marche : le nucléaire en question. Journée Loire et Vienne : Regardons l'invisible. A Blois, SDN 41 a fait une action sur rendez-vous de l'histoire. Mise en scène.

Anne-Lise Deveaux : Je vais parler de la surveillance citoyenne des installations nucléaires (SCIN) et du juridique, mais ce n'est pas ma spécialité. SCIN : activité au sein du Réseau animée par Laure. Formation, liste avec 78 inscrits avec échanges assez techniques. Travail d'analyse de tout ce qui est publié sur les sites. 30 newsletters bien remplies. Rubrique sur le site : Des accidents nucléaires partout. Chaque accident/incident est étudié, analysé et expliqué. Son travail alimente aussi le travail juridique. Les deux font la paire. Qui permet de décider sur quelle action une

action juridique va être menée. Actions juridiques : long travail. 8 condamnations en 2018. Détail dans le rapport d'activités.
Un réseau tourné vers l'extérieur : relations presse et médias. 50 CP. Réponse à plus de 300 sollicitations médias. Sur l'actualité mais aussi sur les dossiers de fond. Intervention TV et radio. Ça peut être Charlotte, mais aussi d'autres personnes de l'équipe mais aussi des personnes des groupes. Intervention de Marie dans affaires sensibles mercredi 19 juin. Gros travail sur le site internet. 400 nouveaux articles mis en ligne en 2018. Listes de diffusion. Changement d'hébergeur : hébergeur plus associatif et militant (Octopuce). Travail sur la revue. On travaille à sa refonte dans une réflexion plus globale. Membres de collectifs (RAC ICAN, etc.).

Laura Hameaux : Travail commun avec d'autres associations. Plan international : pas mal en lien avec certains pays. On participe à des actions, mais également à des rencontres. Activité moins visible d'une partie de l'équipe salariée : un réseau à l'écoute et sur écoute. Gestion de nouveaux contacts, accueil téléphonique, réponse aux sollicitations diverses… Détails des chiffres dans le rapport moral. Au niveau boutique, nouveau matériel sur notre dernière campagne.

Anne-Lise Deveaux : Tous les ans, on sort un courrier de campagne. Distribution à ceux qui en veulent.

Laura Hameaux : René est parti à la retraite et Aimée nous a rejoint. C'est la personne qui est derrière le stand.

Julien Baldassarra : Sur le site du Réseau, vous avez accès à une boite à outils. On est en train de travailler sur des supports pour les stands. Rendre les stands plus ludiques. Essayer d'investir de plus en plus les festivals pour parler plus « aux jeunes ». Sur les évènements à venir, stands avec affiches et tracts.

Laura Hameaux : sur gestion financière et administrative, présentation du rapport. Au niveau administratif, obtention du renouvellement de notre agrément de protection de l'environnement. Reprise d'un travail sur stratégie de levée de fonds.

**Questions**

Alain Joffre : La revue a perdu son numéro de commission paritaire. Pourquoi ? Est-ce qu'il va le reprendre ?

Anne-Lise : C'est arrivé quand je suis arrivée au Réseau. Il fallait donner les chiffres du nombre d'abonnés effectifs. Trop de diffusion par rapport au nombre d'abonnés réel. Pas une incidence énorme sur les tarifs postaux. On a réduit le nombre de tirages pour faire des économies. On travaille à avoir de nouveaux abonnés. On y reviendra quand on aura les bons chiffres.

Martial Chateau : Actions menées au nom du CANO. CRILAN utilisé car structure déclarée et utilisée au niveau juridique. CANO regroupe la Bretagne, les pays de

Loire et la Normandie. 4 porte-paroles. Beaucoup de sollicitations médiatiques en tant que porte-paroles. CANO se réunit une fois tous les trimestres. Une trentaine de participants. Prochaine réunion le 6 juillet.

Thierry Jolivet : SDN 11. Réseau trop nationaliste. Vraie représentation de différents groupes en Allemagne. St Laurent des eaux. Marche nucléaire en question et marche des cobayes.

Benoît de Cornulier : Pas de question. Sur le rapport d'activités, je ne peux que l'approuver à plein de points de vue. Mais ombre forte. Etant donné le manque de cohérence du CA, manque d'efficacité. On se perd dans l'absence de consensus. Messages du Réseau sont pollués entre le message politique et la recherche d'une audience. Primauté est-elle de rechercher des dons pour faire fonctionner la structure ou l'action ? Sur le rapport moral, pas mal de points à relever : contradictions entre les déclarations de lutter ensemble et les pratiques qui ont conduit au départ de 150 en trois ans. Départ de 4 administrateurs et bien d'autres encore. Ça ne correspond pas aux réalités. Attitude très contradictoire entre ce que doit être la position d'une attitude profondément écologique mais avec des décisions prises en avance et politique du fait accompli. Pas de respect de la pluralité. Perte de temps : on a une charte. On la respecte ou pas. 150 groupes et non 950. Il m'a fallu ferrailler pour aboutir à ce que dans le dernier communiqué, on appelle les députés à voter sur une fermeture ultra rapide. Blocages systématiques.

Anne Meyssignac : Il se passe des choses dans le sud-ouest. Conscience qui se propage dans le sud-ouest. On a tendance à penser que quand on fait partie d'un bassin de lutte, notre bassin est le plus important. Or, on est un réseau national donc il faut réfléchir plus large.

Agnès Le Coutour : J'aimerais avoir les raisons du licenciement de Philippe Brousse.

Pierre Combaz : Soutien à intervention de Martial. Rappeler à toute la jeunesse de Bure l'importance de l'EPR. Information fausse sur les signataires de la charte. 930 signataires de la charte. Pas de compte à rendre à l'administration sur notre nombre de signataires ou d'adhérents.

Michel Guéritte : Je voudrais excuser Benoît de la difficulté qu'il a à dire les choses parce que les choses qu'il dit et que je partage sont difficiles à dire. Moi je voudrais remercier monsieur Lambersens d'avoir faire un rapport moral relativement honnête, et même complètement honnête. Ce que j'ai retenu, c'est qu'il y a quand même un certain problème. Quand on voit comment la gouvernance fonctionne, quand on voit l'érosion du nombre de groupes adhérents actifs, quand on voit tous ceux qui sont partis, quand on voit les problèmes d'hommes, les démissions, tu as listé une quantité énorme de problèmes. Pour faire face à ça, au lieu de remettre tout à plat comme je l'ai proposé, on oublie le fonctionnement actuel, on oublie les statuts et on réinvente une autre architecture que je vais pas développer là mais vous la connaissez parfaitement parce que ça fait 6 ans que je la propose et qui

fonctionnerais rapidement, efficacement et démocratiquement et régionalement. C'est un autre débat. Moi ce que je veux vous dire, c'est que si vous continuez comme ça. J'ai entendu hier Alain Joffre dire que c'était pas grave la situation de combien on est aujourd'hui. On est 42 votants et 27 groupes représentés. Aussi à discuter de l'avenir du Réseau. Et là on parle de 940. Il y a quand même un problème. Quelle est notre légitimité ? Il faut quand même que vous sachiez que vous êtes en train de devenir une secte. Cf enregistrement.
Si vous continuez comme ça, quelle est notre légitimité ? Vous êtes en train de devenir une secte.

Philippe Guiter : Pas du tout d'accord avec intervention de Michel. Ça fait 6 ans que la refonte du réseau est en route. On est un certain nombre avec une vision politique de ce que devrait être le réseau. Trouves des personnes avec la conscience que le réseau est un outil nécessaire. On parle d'une gestion politique, financière et humaine. Le motif de licenciement de Philippe Brousse : histoire des écoutes téléphoniques et de l'efficience de son travail. On a trouvé une porte de sortie honnorable avec une négociation. Résolution avec SL, avec J. Caclun. Nouvelle ère. Nouveau CA a pour rôle de consacrer son énergie à la stratégie. Quant à Benoît, on t'a accueilli. Le pb est qu'on ne peut pas dire que c'est un CA lénifiant. Ce n'est pas le bon mot. Je peux le dire car je ne me représente pas. Ton attitude autant avec les salariés ou de remise en cause des décisions prises par le CA, c'est un pb. On ne peut pas cacher que c'est pas possible de remettre en cause en permanence ce qui a été décidé.

Benoît de Cornulier : 930 signataires ou adhérents ?

## Vote du rapport moral et d'activités

Êtes-vous POUR ou CONTRE le rapport moral et d'activités 2018 présenté ?

| Pour | Contre | Abstention | *Votants* |
|---|---|---|---|
| 37 | 3 | 3 | *43* |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *Votes exprimés* | *40* | ***Taux d'abstention*** | ***7,0%*** |
| *Pour / Votes exprimés* | *92,5%* | *Pour / Votants* | *86,0%* |

**ADOPTÉ**

**10h30 :** rapport financier et RH

Philippe Guiter : Très content de vous présenter ce rapport. Passé qui remonte à 5-6 ans où l'on a décidé d'avoir une gestion politique des finances du Réseau. Fabien Brosset a été un responsable financier important dans le Réseau. A dénoncé un certain nombre de choses. Il nous a aidé mais il s'est épuisé. A été remplacé tout à fait efficacement par Florian. On se rend compte qu'il y a des pépites qui veulent travailler au Réseau quand on fait le recrutement. Passage en année civile. Nouvelle matrice qui a été externalisée. Sécurité informatique. Décision d'externaliser peut être contestable. Je fais partie de ceux qui pensent que c'est efficace. Avant de parler des procès, je veux parler de l'enveloppe des groupes. Les groupes sont pleinement soutenus par le Réseau. Enveloppe de 40 000 euros qui est distribuée. Décision politique du nouveau CA d'augmenter ce montant. On a un fonds de solidarité qui permet de financer des choses avec des groupes non adhérents. Politiquement important. Fonds de dotation : structure qui permet de récolter les dons, les legs, héritages. 50 000 euros dans ce fonds de dotation. Décision politique d'utilisation de l'argent au Réseau. Je vais parler de trois procès. On a réussi à gérer l'affaire Stéphane Lhomme. Il y a eu un accord. Procès Caclun : torts partagés. Si on n'avait pas laissé faire des trucs qui étaient pas clean, on n'en aurait pas été là. Cas Philippe Brousse : on est arrivé à un accord. Pas un centime de plus ou de moins que Stéphane. Négociation et accord. Je veux remercier ceux qui ont participé au comité de gestion. Jean-Claude et Pierre, membres du CG, qui sont épuisés. Moi aussi épuisé. On a traversé des trucs terribles. Déficit de 5000 euros. On a sorti trois procès prud'hommes, on a aidé les groupes, on a fait des recrutements… moi je suis très fier de ce résultat. Nous léguons une gestion saine. Nous ne devons plus rien à personne. Tout l'argent va être consacré à la lutte. On est content de léguer à ceux qui vont prendre le relais des finances saines. Merci.

Florian Brunet : Erratum par rapport au rapport financier sur le site. 2017 au lieu de 2018. Feuille d'erratum fournie en arrivant. Exercice précédent était sur 16 mois. Comparaison difficile car pas les mêmes activités temporellement.
2018 : - 5967 euros. Considéré comme un équilibre. Aucune subvention publique. Une subvention de OOA pour le logo nucléaire non merci. Adhésions : 1%. Revue : 2%. Boutique : 4%. Autres : 5%. Ce qui assoit notre indépendance politique : dons à 88%. Ecart par rapport à l'année dernière sur les dons. Environ 11% sur les chèques. Moins 5% de dons. Moyenne de 4,8% de baisse. On est dans la moyenne.
Point sur la boutique : baisse de revenus sur la boutique. Pas de gros produit phare sur 2018. Et pas de gros évènement environnemental qui puisse ruisseler sur la boutique du Réseau. Arrivée d'Aimée : on voit déjà aujourd'hui une évolution. D'un point de vue purement comptable, ça ne me dérange pas que pas plus haut car si on dépasse l'activité lucrative, on change de régime. Outil militant mais pas d'enjeu d'un point de vue financier car la boutique n'est pas un outil financier. Même pourcentage que l'année dernière. 26% en actions, mobilisations, campagnes, 10% boutique, 10% vie démocratique, 26% fonctionnement. Charges de personnel : en 2018, 364 310 euros. Baisse par rapport aux années précédentes. Charges : frais postaux ont diminués du fait de la baisse des envois de la revue. On rationnalise de plus en plus les impressions. L'ensemble des charges est plus faible que l'année précédente.

1 045 369 euros de budget pour 2018.
Subventions versées aux groupes : 39 655 euros. Nucléaire militaire puis Bure, puis mobilisations de printemps, arts et spectacles, juridique et autres actions.
Bilan des actions et campagnes. Pas forcément de fléchage du don. Pas l'objet du Réseau de faire de l'argent sur les campagnes.
Bilan : Immobilisations ont augmenté (notamment liées au logiciel informatique), les stocks et en cours ont légèrement diminué, fonds propres ont diminué du résultat négatif et au passif, les dettes ont diminué mais dettes principalement liées au fonctionnement normal de la structure.
Budgets prévisionnels pour 2019 et 2020 : voir le rapport financier pour le détail. On vise au minimum l'équilibre. Légère augmentation des charges. Entre 2018 et 2019, l'équipe était complète. On veut aussi investir dans l'activité anti-nucléaire. Investissements qui seront équilibrés avec les produits et les retours sur dons.

**10h45 :** intervention du commissaire aux comptes

Nicolas Guit : Mon rôle est triple : certifier que les comptes sont sincères et fidèles, m'assurer que la continuité d'exploitation de l'association n'est pas en péril et révéler au procureur en de cas de faits délictueux. Pas de souci sur les deux derniers points. Juste à certifier les comptes. Je vais lire le rapport pour remettre en perspective les rôles de chacun. Un responsable financier, un expert comptable et un commissaire aux comptes : vous avez ceinture et bretelles.

*Lecture du rapport par le CAC.*

Nicolas Guit : Je dois vérifier que pas de convention entre l'association et les administrateurs.

Brigitte Alban : Sur rapport RH, dernières années bousculées en termes de ressources humaines. Réduction des écarts de salaires. On s'est occupé de l'animation de l'équipe salariée, recrutements, déplacements, plan de formation. On a aussi suivi la mise en place d'un DLA, dispositif local d'accompagnement, qui a échoué en partie pour plusieurs raisons. Une raison interne, une mauvaise communication du fait du CA du licenciement de Philippe Brousse. Philippe a été licencié suite à des écoutes téléphoniques pour faute grave. Accord avec lui en fin d'année 2018. Travail sur projet associatif. Beaucoup de départs et d'arrivées : départ de Fabien, remplacé par Florian sans tuilage. Merci à Florian car pas facile pour lui. Il a beaucoup de bienveillance et je voudrais le remercier. Je voudrais aussi remercier Annie car tous les graphiques, c'est grâce à elle. 2018 a vu l'arrivée officielle de Julien suite au départ de Méli, qui est là en CDD pour le congrès. Départ de René en retraite avec arrivée d'Aimée, qui nous apporte plein de fraicheur. Lourde tâche de ranimer la boutique. Départ de Sabine qui sera remplacée au plus tard en septembre par Guillaume qui a trois missions : finir le travail avec l'agence Nous, création d'une plateforme de mise en réseau avec les groupes, sécurité informatique. Il possède toutes les compétences pour le faire. Nous avons fait un audit des RH suite au départ de Philippe car dysfonctionnements. Demande au CNEA de déléguer

un juriste. Nous a fait un certain nombre de remarques : dissocier dans le règlement intérieur, la partie RH de la partie juridique pure de fonctionnement, de revoir certains contrats… On a remis au propre un certain nombre de choses. On avance sur le plan de formation. On favorise la formation de tous et notamment des nouveaux. Remerciements à l'ensemble de l'équipe.

Philippe Lambersens : Je voudrais remercier Brigitte qui s'est énormément investie sur les questions RH et de finances.

Benoît de Cornulier : Sur ce rapport financier, ligne de 40 000 euros sur les soutiens aux groupes. Pratiquement pas d'aide sur les manifestations à caractère culturel. Moi qui suis sur le secteur culturel, je désapprouve. Est-ce qu'on va enfin prendre en main la question culturelle ? A été cité plusieurs fois le nom de Philippe Brousse. On devrait parler du « coordinateur » sans mentionner son nom. Il a été demandé les causes du licenciement. Je m'inscris en faux contre ce qui a été dit. Il a été dit qu'il a été licencié pour écoutes. Aucune animosité ou amitié particulière à son égard. Mais sensible à la dignité des personnes. Dans le cours des discussions de cette année en CA, a été évoqué l'affaire de Philippe. Il m'aurait été dit que Philippe Brousse aurait été écouté mais à la demande d'ex membres du CA et possiblement de salariés. Ce qui signifie tout simplement que la faute qu'il aurait commise, est-ce qu'elle aurait été provoquée par d'autres ou est-ce qu'elle était à son initiative ? Moi je pose la question. Je n'attends pas forcément de réponse, mais je tiens à ce qu'il soit dit qu'en l'occurrence, l'accusation que j'ai rappelé, le fondement légal de cette accusation, n'est absolument pas certifié. Je tiens à ce que plus jamais il ne soit dit ça tant qu'on n'aura pas vérifié.

Philippe Guiter : Je rassure Benoît parce qu'il y a un groupe de travail sur le sujet parce que sur le culturel, on a eu un peu tout et n'importe quoi. Débat sur le sujet. Le CA qui doit prendre ça en charge. Prochaine AG : on aura une vraie réponse là-dessus. Je voudrais répondre sur la deuxième interrogation mais si l'AG ne veut pas, ok.

Alain Joffre : Remerciements au CA d'avoir conclu ces affaires. Plateforme en 2016 avait pour objectif d'éliminer le coordinateur général. DLA avait pour objectif de remettre à plat le fonctionnement. Combien ça a coûté ?

Florian Brunet : ça a couté zéro car aide. Intervenante avait fini sa mission. Question au prochain CA : est-ce qu'on en relance un autre ou pas ?

**11h :** vote des éléments financiers

Êtes-vous POUR ou CONTRE l'approbation des comptes 2018

| Pour | Contre | Abstention | *Votants* |
|---|---|---|---|
| 38 | 3 | 0 | *41* |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *Votes exprimés* | *41* | ***Taux d'abstention*** | ***0,0%*** |
| *Pour / Votes exprimés* | *92,7%* | *Pour / Votants* | *92,7%* |

**ADOPTÉ**

Êtes-vous POUR ou CONTRE donner quitus au Conseil d'administration pour la gestion financière des activités du Réseau "Sortir du nucléaire", ainsi que pour les comptes approuvés.

| Pour | Contre | Abstention | *Votants* |
|---|---|---|---|
| 36 | 3 | 2 | *41* |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *Votes exprimés* | *39* | ***Taux d'abstention*** | ***4,9%*** |
| *Pour / Votes exprimés* | *92,3%* | *Pour / Votants* | *87,8%* |

**ADOPTÉ**

Êtes-vous POUR ou CONTRE donner quitus au commissaire aux comptes et la reconduction de sa mission

| Pour | Contre | Abstention | *Votants* |
|---|---|---|---|
| **41** | **0** | **0** | *41* |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *Votes exprimés* | *41* | ***Taux d'abstention*** | ***0,0%*** |
| *Pour / Votes exprimés* | *100,0%* | *Pour / Votants* | *100,0%* |

**ADOPTÉ**

Êtes-vous pour ou contre l'affectation du résultat d'exercice de - 5 967 € en report à nouveau.

| Pour | Contre | Abstention | *Votants* |
|---|---|---|---|
| **41** | **0** | **0** | *41* |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *Votes exprimés* | *41* | ***Taux d'abstention*** | ***0,0%*** |
| *Pour / Votes exprimés* | *100,0%* | *Pour / Votants* | *100,0%* |

**ADOPTÉ**

Êtes-vous POUR ou CONTRE l'approbation des budgets prévisionnels 2019 et 2020

| Pour | Contre | Abstention | Votants |
|---|---|---|---|
| 39 | 0 | 3 | 42 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *Votes exprimés* | *39* | ***Taux d'abstention*** | ***7,1%*** |
| *Pour / Votes exprimés* | *100,0%* | *Pour / Votants* | *92,9%* |

**ADOPTÉ**

Êtes-vous POUR ou CONTRE la proposition concernant le montant de la cotisation

| Pour | Contre | Abstention | Votants |
|---|---|---|---|
| 37 | 1 | 2 | 40 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *Votes exprimés* | *38* | ***Taux d'abstention*** | ***5,0%*** |
| *Pour / Votes exprimés* | *97,4%* | *Pour / Votants* | *92,5%* |

**ADOPTÉ**

**11h05 :** pause

**11h20 :** expression libre des salariés

Anne-Lise Deveaux et Charlotte Mijeon : Bonjour à toutes et tous,
Nous allons vous lire un texte rédigé collectivement pour partager notre vécu de l'année écoulée.
Comme vous l'avez vu lors de la présentation du rapport d'activité, cette année 2018 a été dense : entre campagne sur le TIAN, manifestations de soutien à la lutte contre Cigéo, suivi de l'actualité mouvementée de l'EPR, implication dans les manifs climat, préparation d'une nouvelle campagne, actions juridiques, suivi de la surveillance citoyenne des installations, suivi de la loi énergie qui doit être bientôt votée, sécurisation et préparation au changement d'outil informatique, et l'on en passe... nous n'avons pas chômé pendant l'année 2018 !

Les arrestations et perquisitions survenues en juin 2018 en lien avec la lutte à Bure qui ont notamment concernées deux administratrices du Réseau, ont fait peser un climat particulier sur l'équipe, comme sur toute une partie de la lutte antinucléaire. Entre le stress des sauvegardes, la crainte de voir débarquer la police dans nos bureaux, d'être empêché de travailler, d'être écoutés... Nous avons du intégrer tous ces paramètres dans nos processus de travail.
Le départ du coordinateur historique du Réseau et la mise en place d'une nouvelle organisation de l'équipe salariée a également marqué notre année 2018. Cette nouvelle organisation, notamment avec le binôme de coordination Laura/Florian, semble assez satisfaisante bien qu'elle laisse apparaitre des manques, notamment sur le poste de chargé.e de campagne.
De manière générale, cette année encore, l'équipe salariée a fonctionné avec des effectifs restreints (12 équivalents temps plein fin 2018, contre 14 fin 2016), alors même que la charge de travail n'a pas diminué et que les fonds ne manquent pas. Nous entendons parfois que douze salarié.es, c'est beaucoup ; mais face à un géant comme l'industrie nucléaire française, ce n'est vraiment pas grand-chose !
Alors que le turn-over s'est poursuivi cette année et que d'autres départs sont annoncés à moyen terme, il nous semble essentiel de maintenir un savoir faire indispensable pour que la structure Réseau se porte bien et aille de l'avant.
Pour pallier à l'absence de certaines fonctions, la "solution" de la sous-traitance a été choisie notamment pour l'informatique. Mais chaque jour, nous constatons que ce n'est pas une solution pérenne. Outre son coût parfois peu avantageux, un support est nécessaire au quotidien dans ce domaine. Nous appelons de vive voix à ce que cette “solution“ ne soit pas par trop souvent utilisée.
Nous tenons à saluer l'engagement des personnes qui assument la fonction d'administrateurs et d'administratrices au sein du Réseau. Nous avons conscience qu'il s'agit d'un investissement bénévole important et qu'il n'est pas toujours évident d'assumer le rôle d'employeur. Nous sommes également conscients que la présidence collégiale ne facilite pas la régulation des conflits au sein du CA, lorsque des différences d'approches se font jour, comme cela a été le cas à plusieurs reprises cette année. Toutefois, nous souhaiterions que ces désaccords ne rejaillissent pas sur l'équipe salariée et n'aboutissent pas à des remises en question de ce que le CA a décidé.
Nous aspirons à travailler en bonne intelligence avec le CA, dans la confiance et le respect mutuel. Dans ce but, en début d'année, nous avons commencé une formation collective avec une SCOP d'éducation populaire (la SCOP L'Orage), afin de mieux faire équipe et favoriser l'intelligence collective. Une nouvelle session aura lieu en septembre, réunissant à la fois les membres du CA et les salarié.e.s, dont nous attendons beaucoup.
Nous sommes des militant.es (sinon nous ne travaillerions pas ici !), mais aussi des personnes embauchées sur la base de compétences, de savoirs-faire et d'une expérience que nous souhaitons mettre au service de la lutte, et que nous souhaitons voir reconnus.
Pour nous, l'une des fonctions de l'équipe salariée du Réseau est d'être un "centre de ressources" au service des militant.es et d'assurer la continuité de la lutte. Nous essayons d'agir autant que possible en subsidiarité avec les militant.es et groupes et

ne souhaitons pas nous substituer à eux, mais notre vocation est aussi de continuer à porter le flambeau quand les mobilisations fluctuent. De ce fait, face à la baisse de l'engagement que nous constatons ici même, nous ne pensons pas que "dégraisser" cette équipe qui fonctionne soit une solution.
S'engager contre le nucléaire n'est pas facile, et peut susciter frustration et impuissance. Nous nous attaquons à un colosse, certes aux pieds d'argile, mais encore bien solide ! De ce fait, nous pensons que chercher des responsables parmi notre mouvement et jeter le discrédit sur telle ou telle composante de la lutte, telle ou telle approche, est stérile et ne fera que nous affaiblir encore plus. En ce qui nous concerne, nous avons envie de mettre notre énergie dans des approches constructives, dans la réflexion stratégique, ainsi que dans le renouvellement de notre base militante pour assurer la transmission. Alors que la mobilisation des jeunes pour le climat prend de l'ampleur, nous ne devons pas passer à côté de ces nouvelles énergies !
Merci pour votre écoute !

**11h40 :** modification des textes du règlement intérieur

Erwan Lecoeur : Pour le don en confiance, il faut prévoir le renouvellement du trésorier en cas de vacance.

Florian Brunet : Actuellement dans le RI, il y a les administrateurs en général mais pour don en confiance, il faut écrire spécifiquement un petit mot sur la vacance du trésorier.

Erwan Lecoeur : Don en confiance est une association qui donne une accréditation selon laquelle vous êtes bien une association à laquelle on peut donner en confiance.

Florian Brunet : Deux choses : prévoir le renouvellement du trésorier en cas de vacance et deuxième chose, faire qu'un administrateur ne puisse pas voter une subvention à son propre groupe. Ça semble logique et jusqu'à présent, les administrateurs avaient tendance à s'abstenir. Mais maintenant, on l'écrit dans le règlement intérieur pour que ça soit bien acté. Vous avez les propositions de textes dans le document. On ne va pas les relire, c'est vraiment de l'administratif pur. Pour simplifier la compréhension de la cotisation annuelle au niveau des dates d'adhésion, on vous propose aussi de simplifier cet article-là qui parlait de date d'AG. Maintenant, on simplifie : « est adhérent celui qui a payé sa cotisation l'année n-1 ». On simplifie parce qu'il y avait plein de groupes qui ne savaient plus où ils en étaient. La dernière modification : au niveau de la légalité, l'audit du CNEA a fait remarquer qu'il n'était pas légal d'adosser le RI salariés au RI de l'association. Vu que les modifications de notre RI se font en AG, on vous fait voter le fait de séparer le RI salariés. Ce sont les 4 votes proposés aujourd'hui. Aucun enjeu politique. C'est purement administratif.

Êtes-vous pour ou contre les modifications proposées du règlement intérieur sur l'article 20

| Pour | Contre | Abstention | *Votants* |
|---|---|---|---|
| 40 | 0 | 1 | *41* |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *Votes exprimés* | *40* | ***Taux d'abstention*** | ***2,4%*** |
| *Pour / Votes exprimés* | *100,0%* | *Pour / Votants* | *97,6%* |

**ADOPTE**

Êtes-vous pour ou contre les modifications proposées du règlement intérieur sur l'article 5 : ajout d'un article 5.1

| Pour | Contre | Abstention | *Votants* |
|---|---|---|---|
| 38 | 0 | 1 | *39* |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *Votes exprimés* | *38* | ***Taux d'abstention*** | ***2,6%*** |
| *Pour / Votes exprimés* | *100,0%* | *Pour / Votants* | *97,4%* |

**ADOPTE**

Êtes-vous pour ou contre les modifications proposées du règlement intérieur sur l'aticle 3

| Pour | Contre | Abstention | *Votants* |
|---|---|---|---|
| 31 | 0 | 8 | *39* |

| | | | |
|---|---|---|---|
| *Votes exprimés* | *31* | ***Taux d'abstention*** | ***20,5%*** |
| *Pour / Votes exprimés* | *100,0%* | *Pour / Votants* | *79,5%* |

**ADOPTE**

Êtes-vous pour ou contre les modifications proposées : extraire la partie 4 sur les salariés

| Pour | Contre | Abstention | Votants |
|---|---|---|---|
| 38 | 0 | 3 | 41 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Votes exprimés | 38 | Taux d'abstention | 7,3% |
| Pour / Votes exprimés | 100,0% | Pour / Votants | 92,7% |

**ADOPTE**

**12h25 :** vote des plateformes et élection du Conseil d'Administration

Erwan Lecoeur : Question du report du vote et de l'élection au soir.

Philippe Guiter : Le bureau du congrès propose de voter les plateformes ce matin et de faire les élections des administrateurs ce soir.

Jean-Paul Lozano : Que sont les plateformes ?

Benoît de Cornulier : Le bureau du congrès s'appelle Philippe Guiter.

Françoise Blondin : 7 plateformes : que sont devenues les autres ?

Anne Meyssignac : J'ai sollicité les salariés sur une plateforme. J'ai fini par rejoindre la plateforme de Benoît pour un Réseau ouvert.

Philippe G : Trois plateformes + représentants d'un bassin de lutte. Bassin rejoigne plateforme « Pour un Réseau de luttes ».

Florian Brunet : Election du CA en deux phases. Plateforme qui va définir la ligne politique du CA. Une fois la ligne politique votée, élections des candidats.

Erwan Lecoeur : Est-ce qu'on fait ça maintenant ou on repousse à ce soir ?

- **Vote sur les propositions de report :**

Proposition n° 1 : élection des plateformes maintenant et élection CA ce soir
15 personnes

Proposition n° 2 : on vote tout maintenant
24 personnes

Proposition n° 3 : on vote tout ce soir
3 personnes

- **Vote des plateformes :**

Quelle plateforme souhaitez vous voir appliquée par le prochain CA

| CANVA | pour un réseau de luttes | pour un réseau ouvert | *Votants* |
|---|---|---|---|
| 11 | 24 | 5 | *40* |

*Votes exprimés* *40*

« Pour un réseau de luttes » arrive en tête avec 24 voix.

- **Elections des administrateur.trice.s**

Marie Frachisse : On va passer à l'élection à bulletins secrets. On va vous distribuer les bulletins. Donc merci de bien présenter vos cartons de vote ou de pouvoir. Si vous avez à la fois un vote et un pouvoir, vous aurez deux bulletins et si vous avez l'un ou l'autre, vous en aurez qu'un. L'ensemble du CA est renouvelé comme nous sommes en congrès. Pour plus de détails, je vous invite à consulter le document sur les candidatures que vous trouvez dans votre dossier d'AG. Les candidatures sont rappelées en page 3. Sur le bulletin de vote distribué, merci de n'indiquer que le nom de la personne qui se présente au poste de titulaire pour les candidatures en binôme. Six noms maximum qui doivent être reportés sur le bulletin. Je vous rappelle la définition d'un bulletin nul : est nul tout bulletin comportant des mentions manuscrites autres que le nom des candidats pouvant porter atteinte au secret du vote. Le bulletin n'est pas nul du seul fait qu'un nom d'un candidat soit mal orthographié ou du seul fait qu'un nom soit barré. Est déclaré blanc tout bulletin ne comportant aucune mention manuscrite. Une fois votre bulletin rempli, vous pouvez venir jusqu'à l'urne. On vous fera émarger la liste et si vous avez un droit de vote et un pouvoir, vous aurez à signer deux fois. Corum de 40% pour être élu. Besoin de 4 scrutateurs pour procéder au dépouillement.

Scrutateur.trice.s : Martial Chateau, Catherine Fumé, Colibri Cottier, Didier Narbeburu

**12h50 :** mot de clôture de l'AG

**13h :** repas

**14h15 :** annonce et affichage des résultats de l'élection

| Élection des nouveaux membres du CA à bulletin secret | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de votes exprimés | 39 | | |
| Nombre de bulletins nuls | 3 | | |
| Nombre de bulletins blancs | 0 | | |
| Total | 42 | | |
| **Binômes** | **Nombre de voix** | **% du nombre de votants** | **Élection au CA** |
| Brigitte Alban - Serge Perrin | 37 | 88,1 | ELU-E AU CA |
| Anthony Buffet - Guy Jeannesson | 31 | 73,8 | ELU-E AU CA |
| Bernard Cottier - Françoise Schmitt | 32 | 76,2 | ELU-E AU CA |
| Benoit de Cornulier - Anne Feidoun | 6 | 14,3 | |
| Angélique Huguin - Alexie Christelle | 33 | 78,6 | ELU-E AU CA |
| Alain Joffre - Agnès Le Coutour | 35 | 83,3 | ELU-E AU CA |

_____

**14h30 :** début des tables rondes

**14h30 - 16h (1h30) :** « Énergies, électricité nucléaire et climat »

**1) Le nucléaire, frein/verrou pour une transition énergétique bonne pour le climat ?**
**2) Sauver le nucléaire ou sauver le climat ?**

**Intervenant.e.s :**

- **Antoine Bonduelle** - RAC (Réseau Action Climat), consultant en énergie et environnement pour des entreprises, des ONG ou des collectivités publiques
- **Danyel Dubreuil** - CLER (Réseau pour la transition énergétique), responsable de l'initiative Rénovons !, une initiative pluri-acteurs de lutte contre la précarité énergétique
- **Estelle Kleffert** - Enercoop, Responsable des partenariats stratégiques
- **Bernard Laponche** - Global Chance, physicien nucléaire, consultant international dans les domaines de l'énergie et de l'efficacité énergétique
- **Didier Narbeburu** - Énergie Partagée Centre, membre du collectif les Blaisois de Blaiswatt

**16h - 16h30 :** pause

**16h30 - 18h30 (2h) :** « Engagements et modes d'action »

**1) Quelles synergies entre mouvements sociaux et associations ?**
**2) Comment agir en RéseauX ?**
**3) Comment faire face à la répression et militer sans se cramer ?**

**Intervenants :**

- **Un.e militant.e de Bure**
- **Dominique Boutin**, France Nature Environnement
- **Danyel Dubreuil**, impliqué dans le collectif pour la forêt de Romainville
- **Philippe Guiter**, syndicaliste Sud-Rail
- **Guy Jeannesson**, membre de l'assemblée des gilets jaunes de Commercy
- **Un.e militant.e de Bure**
- **Jean-Marie Vecten**, Confédération Paysanne

et avec dans la salle des membres du collectif contre les achats de terre par EDF, de Sud-Energie, d'Extinction Rebellion, etc., pour rebondir et participer au débat.

Retrouvez l'intégralité des enregistrements des tables rondes sur notre site : https://www.sortirdunucleaire.org/Documents-post-AG-et-communication-du-CA-55568

**19h - 20h30 :** apéro-concert

**21h :** soirée conviviale

## DIMANCHE

**9h - 10h30 :** 3 ateliers sur les thématiques qui auront émergées lors des premiers jours du congrès.

- Atelier « Eau, tritium, santé »
- Atelier « Transition énergétique »
- Atelier « Quelle grande action pour 2020 ? »

**10h30 - 10h45 :** pause

**10h45 - 11h30 :** restitution des ateliers

- Atelier « Eau, tritium, santé »

Didier Narbeburu : On a essayé déjà de cerner un peu plus le sujet, sachant qu'il peut être extrêmement vaste. On s'est donc concentré sur les concentrations en tritium autour des centrales en tant que polluant. On a esquissé très légèrement l'impact sur la santé. On a beaucoup parlé d'eau puisque il y a un lien extrêmement étroit entre le tritium et l'eau. Diffusion du tritium par l'eau. Partant de là, on s'est questionné sur les sources d'informations. On a découvert en échangeant entre nous que les uns et les autres, de par leurs sources, leurs recherches, leurs actions, ont découvert beaucoup de choses. Le problème est que souvent, l'information est pas accessible parce qu'elle est trop savante dans son approche. Pas de document vulgarisateur. Il peut en exister, mais on n'en a pas repéré. L'idée est de partager ces informations. Les maîtres-mots de l'atelier : information et formation. Soit les participants à l'atelier qui ont envie de faire cet exercice de synthèse des informations échangent entre eux, soit il est demandé au Réseau d'avoir un point relais autour de ces questions. Calque entre bassin versant et bassin de lutte. Collectif Loire et Vienne. Action mise en œuvre avec des prélèvements. Compétences techniques. Echelle d'action : bassin versant. Problème de la preuve et de la norme. Norme OMS de 7800 Bq/l et norme au Canada est de 20 Bq/l pour le tritium. Question des faibles doses et du cumul des faibles doses. Points sur lesquels on peut se concentrer. Pour apporter les preuves, prélèvements au robinet. Si doses élevées, on peut lancer l'alerte et attaquer les municipalités qui sont en charge de la sécurité de la population environnante. Si c'est au robinet, il y a un point de captage et donc une traçabilité. Angles d'attaque. Interlocuteur privilégié qui est le maire. Quelques clefs pour l'action : apprendre, former et s'informer. Aller vers ceux qui savent. Il y a des compétences et des connaissances. Un des angles d'attaque : mener une action en justice en visant les maires. Autre angle d'attaque : dès qu'on a l'information, médiatisation.

Catherine Fumé : On a évoqué l'idée de faire quelque chose qui serait l'équivalent du tribunal de La Haye contre Monsanto sur ces histoires de pollution des eaux et du fait que les gens boivent de l'eau radioactive.

Didier Narbeburu : On a parlé d'action du genre pisseurs volontaires pour le tritium (comme pour le glyphosate). On va s'employer à créer un mouvement autour de ces questions-là.

Alain Joffre : Il faut interpeler les maires, mais aussi c'est l'occasion de s'engager dans des listes aux municipales et de prendre le pouvoir dans les mairies, à l'intercommunalité, d'ouvrir des commissions extra municipales santé/environnement et à faire des analyses avec tous les citoyens habitant les communes, les villes. C'est l'occasion. Vous avez neuf mois pour préparer des listes citoyennes aux municipales donc allez-y !

Benoît de Cornulier : On a lancé une liste des personnes intéressées pour suivre ces questions. On va certainement faire une framaliste. Est-ce qu'on pourrait avoir un référent CA ou salarié et compte tenu de la lourdeur du boulot et du format d'archivage des données, est-ce qu'on pourrait avoir un espace pour ça ? Quelle part

pourrait prendre le Réseau dans une affaire comme ça ? Question au nouveau CA. Si d'autres personnes sont intéressées pour participer à ce groupe, inscrivez-vous sur la liste.

Michel Guéritte : Vous pouvez tous participer à ce problème. Vous rentrez chez vous ce soir et vous allez sur le site de santé publique. Vous tapez « l'eau potable de » avec le nom de votre village. Vous allez regarder et rechercher si vous avez les informations qui concernent l'alpha et le béta global. Si par hasard, l'alpha est plus grand que 0,1 et le béta plus grand que 1, vous pouvez tout de suite envoyer un mail à votre maire en lui disant « comment ça se fait que vous nous faites boire de l'eau qui n'est pas normale ? ». Vous commencez par ça et vous rejoindrez ensuite notre liste. Vous verrez qu'il y a du boulot. J'en termine avec quelque chose que j'ai préparé pour vous. Je vous ai rapporté de l'eau de Soulaines qui justement n'est pas aux normes et on est en train de se bagarrer là-dessus parce que depuis 20 ans, je bois de l'eau radioactive et je ne le savais pas.

Thierry Jolivet : Ce que vient de dire Michel est absolument exact. Vous trouvez sur eau France, eau publique, un rapport trimestriel ou mensuel selon la grandeur de la ville. Il faut aller chercher quand ils recherchent les 600 paramètres. Vous ne trouverez pas le tritium, mais une fois par an, on arrive à trouver la quantité de tritium que l'on trouve dans notre eau potable.

Michel Guéritte : Ce n'est pas sur le tritium qu'il faut se battre, c'est sur l'alpha et le béta. Parce que sur le tritium, on aura du mal à gagner.

Martial Chateau : Nécessité de fermer rapidement des centrales parce que s'il y a une augmentation de la production de tritium, c'est d'une part à cause du vieillissement des centrales parce qu'il y a plus de fuites, mais aussi parce que comme on a trop de production électrique, on module la production en diminuant la réaction nucléaire en injectant du bore. Le bore se transforme en hélium 3 qui se désintègre en tritium. Donc à chaque fois qu'on injecte des tonnes de bore, on produit du tritium au bout du compte. J'ai envoyé sur les listes les équations qui permettent de comprendre ça. Il faut fermer d'urgence à peu près le tiers des réacteurs de façon à ce qu'on n'est plus de surproduction d'électricité et donc plus besoin de moduler les réacteurs.

Philippe Lambersens : A Grenoble, on a aussi ce problème avec les réacteurs du CEA et celui de l'ILL. Il y a encore 15-20 ans, il y avait plus d'émissions de tritium gaz tandis que maintenant, il semble que ce soit plus sous forme d'effluents liquides parce qu'ils ont peut-être fait du lavage du gaz, mais comme on ne peut pas confiner l'hydrogène radioactif, on le balance dans l'eau. Le côté le plus dangereux, c'est l'eau tritiée. Ce serait bien que sur le site du Réseau, il y ait un pavé qui explique de façon grand public ce genre de choses.

Benoît Skubich : ça doit déjà exister, il faut le retrouver.

- Atelier « Transition énergétique »

Charlotte Mijeon : Objectif de cet atelier était d'identifier et poser les questions qui existent sur notre transition énergétique, sur les énergies renouvelables, quelle position par rapport à telle ou telle énergie (l'éolien par exemple). On a fait un tour de table. Parmi les points qui sont beaucoup revenus : il y a des associations qui s'occupent spécifiquement des questions de transition énergétique, de renouvelables, de rénovation. Ce sont elles qui ont le savoir-faire, les connaissances donc en priorité, renvoyer vers elles mais, en même temps, que l'on pense bien dans notre discours à faire apparaître cette dimension des alternatives. Important de dire qu'il ne s'agit pas seulement de substituer le nucléaire par les énergies renouvelables, mais de mettre l'accent sur les économies d'énergie, le modèle de société, comment consommer moins. Notion de sobriété. Question de la reprise en main de la question énergétique par les citoyens et ce, à la fois au niveau macro et au niveau local avec les initiatives citoyennes autour des énergies renouvelables. Nécessité de définir plus précisément ce qu'est une initiative citoyenne. Pas mal de questions sur l'éolien industriel. Besoin de le définir. Notion de service public de l'énergie. Campagne du Réseau dans les années 2000. Réflexion à avoir sur la question de privatisation des barrages, quelle position du Réseau. Pas seulement une vision technique mais une vision de cohérence politique. Question de l'emploi : reconversion possible des travailleurs du nucléaire, mettre en évidence les emplois possibles dans les alternatives. Besoin d'une réflexion plus approfondie sur différentes choses. Deux grandes pistes pour la suite : d'une part, à émerger le besoin de partager les infos (foire aux questions, sites web de référence…) et d'autre part, la nécessité sur les questions qui nécessitent que l'on définisse mieux ce qui est en jeu et ce qui a derrière, dans la mesure où il ne s'agit pas juste d'une question technique mais d'une question politique et sociétale, de pouvoir avoir une consultation des groupes avec la plateforme de consultation que va créer notre nouveau collègue. En balisant, en identifiant ce qui fait déjà plus ou moins consensus, ce qui fait dissensus, pose question… Méthode à définir. Besoin de clarifier les choses par rapport à la voiture électrique. Sujet qui revient souvent.

Pierre Combaz : Peu nombreux donc pas les moyens de se disperser. Une des raisons pour s'appuyer sur les associations qui s'occupent des questions de transition énergétique. Besoin de renforcer notre culture militante sur les alternatives, la transition énergétique. Contre la monoculture dans les énergies renouvelables. Programme ITER qui engloutit des milliards en recherche. Ne pas oublier de dénoncer ce type de programme qui se présente comme une alternative future à nos réacteurs.

Thierry Jolivet : Remettre le schéma de distribution électrique, la manière dont on nous le présente : schéma qu'avec de grosses centrales, avec une perte sur le réseau énorme. Là-dessus, il faut dénoncer le système. On ne comprend pas pourquoi les centrales ne sont toujours pas fermé avec le développement des alternatives. C'est à dénoncer.

Flyer sur argumentaire. Anti-éoliens ont tout un argumentaire. Avoir un flyer pour démonter tous leurs arguments. Renvoyer aux groupes locaux pour agir sur les énergies renouvelables.

Angélique Huguin : Ces ateliers doivent nourrir le DOS du Réseau qu'il faut peut-être relire. Pas utiliser seulement la plateforme pour consulter les groupes, mais aussi inciter les groupes locaux à aller voir les autres luttes locales. Pas rester confiné dans notre lutte. Fait partie de la régionalisation qu'on veut.

Laura Hameaux : L'Amassada est une lutte contre un projet de transformateur RTE sur un gros projet d'éolien industriel. Attention quand on dit les anti-éoliens, parce qu'il y a des anti-éoliens qui sont vérolés par les pro-nucléaires et que c'est clairement pour protéger le nucléaire et des anti-éoliens qui sont plus proches de nous que certains autres anti-nucléaires. Il faut faire attention à ne pas généraliser quand on dit anti-éolien et faire attention quand on parle des ENR. Justement l'objet de l'atelier. Est-ce qu'on veut, pour sortir du nucléaire, le même système de production électrique centralisé, capitaliste, exploiteur, etc. que le nucléaire ? La réponse, à mon sens, devrait être non.

Charlotte Mijeon : C'est ce qui a été exprimé dans l'atelier.

Alain Joffre : Le terme éolien industriel ne me paraît pas adapté. La fabrication des éoliennes est industrielle de toutes façons. Ce qu'il faut envisager, c'est l'aspect des éoliennes : citoyennes, décentralisées, intègrent les communautés de communes ou les communes, intègrent la participation effective des habitants, mettent le temps qu'il faut pour qu'on voie où on les met (incidences environnementales, acceptation…).

- Atelier « Quelle grande action pour 2020 ? »

Julien Baldassarra : On a commencé par faire un tour des échéances, notamment cet été. Voir le calendrier. Mail aux groupes avec toutes les échéances. Ça va du festival musical au camp climat, aux universités d'été des partis politiques, festivals plus culturels. Tour de table. Une multitude de thématiques ont émergé. On a réussi à affiner et à prioriser. 1er consensus : thématique transports. Thématique transversale. Beau sujet pour des actions. Se rapprocher des mouvements jeunes de plus en plus actifs : extinction rebellion, ANV cop 21, … On va faire en sorte de se rapprocher de Ende Gelände en sachant qu'ils ont décidé que leur thématique prioritaire pour l'année à venir était nucléaire et climat. On sait dit qu'il fallait essayer de créer de plus en plus de lien avec eux. Premier consensus : thématique transports avec mise en lien avec toutes ces associations jeunes mais qui ne sont pas seulement anti-nucléaires. Axe climat : ne pas tomber dans le piège des pronucléaires qui focalisent le thème du climat sur les émissions de CO2. On a dit que c'était bien d'en parler mais qu'il fallait élargir le cadrage avec la disparition des espèces, la pollution, pour faire un pas de côté et pas être mis seulement face au CO2. Car, comme le disait Bernard Laponche, on risque de sortir perdant si on

focalise là-dessus. Cadrage plus large, presque philosophique. Thématique démocratie. Important avec mouvement des gilets jaunes, des jeunes. Nous, en tant qu'anti-nucléaires, on doit trouver notre place là-dedans, mais comme plein d'autres luttes. On doit ouvrir et ne pas rester entre soi sinon on va louper le coche des mobilisations climat et des mouvements sociaux. Consensus par rapport à l'emploi : organiser des rencontres faites par des travailleurs du nucléaire pour des travailleurs du nucléaire. Soutenir mais ne pas se mettre en avant pour que ça ne soit pas estampillé anti-nucléaire. Lien entre Malvési et Bure : jumelage entre la porte d'entrée du nucléaire et la porte de sortie. Le maillon entre les deux, ce serait les transports. L'EPR reste une de nos thématiques prioritaires étant donné qu'avec les conclusions de l'ASN sur les soudures, il risque d'être reporté d'un an ou deux. On va attendre l'avis de l'ASN définitif en juin et en fonction, il faudra activer ou non des actions pour dire que l'ASN, après le dossier de la cuve, et maintenant celui des soudures, on peut se permettre de remettre en cause son indépendance et son expertise. Sur Cigéo, travaux préparatoires. Bon moyen de réactiver le maillage militant sur place avec des vigies près des voies ou des routes qui seront concernées par les passages d'engins de travaux ou pour la réfection des voies. Malgré l'échec relatif de la Maison de Bure en ce moment sur sa mission de faire un lieu de vie majoritairement anti-nucléaire, on s'est dit qu'on ne devait pas abandonner cet objectif de refaire de Bure un nœud de la lutte plus générale. Si ce n'est pas la maison, on trouvera d'autres solutions de repli. On ne désespère pas de refaire de Bure, le cœur de la lutte anti-nucléaire.

Brigitte Alban : Sur la campagne climat, on avait parlé de plusieurs portes d'entrée : à travers l'eau, réchauffement climatique, l'épuisement des ressources. A travers ça, faire le lien avec les associations comme extinction rebellion.

Anne Meyssignac : Sur les modes d'actions, faire des blocages avec communication. Plus tournés vers le grand public : modes d'action culturels qui puissent être moins anxiogènes. Les gens sont déjà anxieux et au bout d'un moment, ils ferment la porte parce que c'est trop. Réaction de déni. Action qui serait une animation et que l'on puisse promener pour toucher les gens sur les lieux où l'on cherche à mobiliser.

Samuel Delalande : Sur les transports, fil conducteur. Porte d'entrée de lutte anti-nucléaire. Ça matérialise une lutte parce qu'on peut agir sur un acte de transport, des véhicules qui transportent des matières radioactives. Sur les construction de voies ou d'accès, spécifiquement dédiés aux transports radioactifs et notamment à Cigéo, rien est fait actuelllement. Sur Bure, la maison ne remplit plus sa fonction première d'accueillir tout le monde tel qu'il est et de brasser. Recréer un peu plus loin un autre local où les gens peuvent venir voir et faire de l'accueil anti-nucléaire.

Françoise Pouzet : Focale qui pourrait y avoir en 2020 si EDF décide d'installer sa piscine d'entreposage à Belleville. Ça rejoint la problématique des transports. Il faut être prêt.

Martial Chateau : Actions rond-point partout en France qui permet de mobiliser localement facilement.

Brigitte Alban : Ou sur les ponts.

Martial Chateau : Les anti-nucléaires qui ont lancé les actions rond-point.

Joël Domenjoud : Je voulais réinsister sur le fait qu'il y avait peut-être une génération un peu spontanée et l'émergence de militants sur la question climatique et pas que. Il ne faut pas sous-estimer la problématique. Pour eux, c'est pas seulement une question de climat mais aussi de disparition des ressources, des espèces, de la planète. Ils s'engagent sur une question de système. Et donc il ne faut pas considérer qu'il s'agissait d'un mouvement essentiellement climatique, mais qu'il fallait vraiment se dire que là, cette génération spontanée fait une masse critique énorme de militants potentiellement qui vont s'engager dans les mois à venir. Amener tout de suite et stratégiquement la question du nucléaire au démarrage avant que ces personnes-là s'encre sur des choses, le nucléaire fait partie de la question de l'extinction. C'est une forme d'extinction. Intégrer ça tout de suite vis à vis des groupes qui se déploient de façon décentralisée. Il y en a partout.

Un militant : Vous n'avez pas parlé de l'accaparement des terres et donc si vous pouviez l'inclure parce que c'est d'actualité et c'est un combat. Je sais qu'EDF communique beaucoup auprès de ses agents sur les nouveaux petits EPR. Ça va arriver.

Catherine Fumé : Vous parlez de faire des rencontres sur l'emploi. Je voulais signaler que par rapport à l'emploi, il y a ATAC qui a une campagne sur les milliers d'emplois créés par la transition. Ce serait peut-être bien de s'articuler avec ce qu'ils font.

Serge Perrin : En septembre 2020, va arriver à Genève une marche contre la pauvreté. Nous on prépare une marche Lyon-Genève. La lutte contre la pauvreté : lien avec la précarité énergétique. Occasion de faire des liens avec des gens qui sont mobilisés sur d'autres choses, et notamment sociales. C'est aussi une action par rapport aux paysans sans terres. Problème de l'accaparement des terres par les grosses entreprises.

Thierry Jolivet : Par rapport à Döbeln en Allemagne, camp international : je trouve bien qu'il y ait des gens qui s'y rendent et que l'on voit comment se développent les luttes au niveau international et pas seulement au niveau de la France. Et à côté de Döbeln, il y a le coût actuel des mines d'uranium et la protection que ça engendre. Donc ce serait important pour ceux qui s'intéressent à la reconversion nucléaire qui pourront voir en Allemagne comme c'est catastrophique.

Benoît de Cornulier : Ce qu'on sait, c'est que la lutte à Bure, est que c'est morne plaine. Pas d'infrastructure, pas de boulangerie, pas de train. Grâce à nos 4

banderoles, EDF a abandonné le morceau à St Laurent. Sur le bassin Loire-Vienne, dynamique associative. Jumelé les aspects sur les déchets. On trouverait un lieu plus facile d'accès. Les mobilisations tiennent énormément à la capacité à accueillir, à rebondir sur place et aux capacités logistiques. Plus facile quand gare à proximité.

**11h30 - 12h :** temps de clôture du congrès

**13h30 - 15h :** première réunion du nouveau CA.

**FIN DU COMPTE-RENDU**